revue à lire
numéro 9 – édition 2002

Apprendre
durant toute sa vie

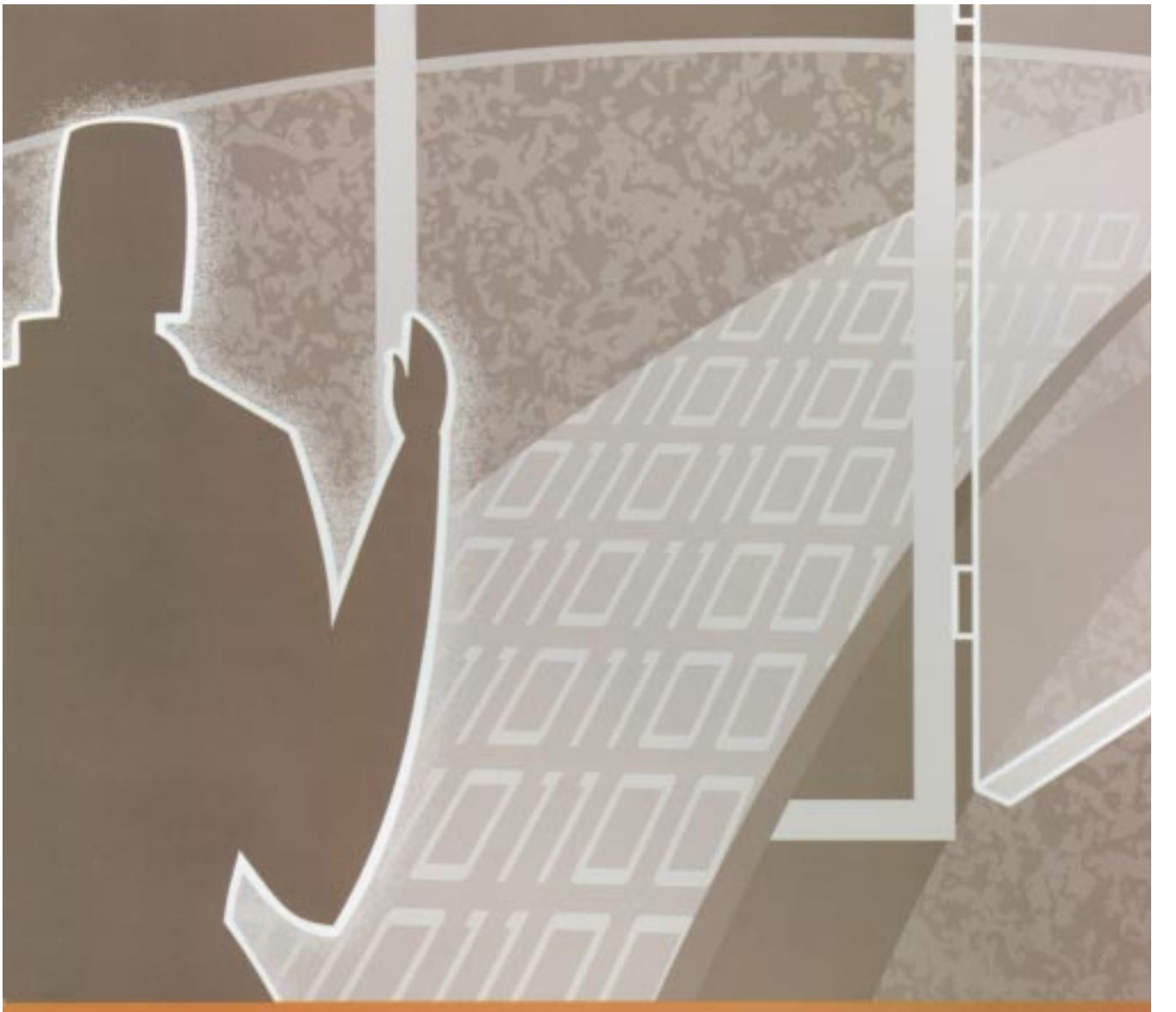
Daniel Lavoie et Dominique Demers, des artistes de parole

La Semaine internationale des apprenants adultes

Promouvoir l'éducation dans des pays en développement

Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

FCAF
Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français



Célébrez la Semaine internationale des apprenants adultes

du 8 au 14 septembre 2002

APPRENDRE NOUS OUVRE AU MONDE

COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
www.unesco.ca

Joignez-vous au mouvement lancé par l'UNESCO

revue à lire
numéro 9 – édition 2002

Sommaire

Mot de Jocelyne Lavoie 5
Présidente de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français
Apprendre durant toute sa vie

Billet de Daniel Lavoie 7
Auteur-compositeur-interprète et porte-parole de la FCAF

Artistes de parole : Dominique Demers et Daniel Lavoie 8
- Le bonheur est dans la lecture
- Daniel Lavoie, menuisier des mots

Entrevue 11
avec la lauréate du Prix de la francophonie en alphabétisation

Promouvoir une culture de l'apprentissage 13
La Semaine internationale des apprenants adultes

Une promotion canadienne de l'éducation de base dans des pays en développement 15
- Le sida • L'alphabétisation pour freiner l'épidémie 16
- Développement du savoir, extension du pouvoir 18
- L'aide canadienne en Afghanistan et l'éducation des filles 20
- La Goutte d'eau... pour que la vague déferle 23
- Apprendre dans un pays en reconstruction 27
- La Fondation Paul Gérin-Lajoie L'abc de l'école 30
- Radio communautaire et développement international 33

Apprendre à lire à la bibliothèque municipale 35

L'alphabétisation : bien plus que des statistiques 38

Les perceptions des personnes âgées peu alphabétisées naviguant dans le système de santé 40

Pour des communications plus claires 44

Entrevue 45
avec l'auteur et administrateur de la Bibliothèque nationale du Canada, **Roch Carrier : la lecture, *yes Sir !***

Numéro de publication : 40007783

Apprendre à lire et à écrire...

pour mieux défendre vos droits !

La *Loi sur les langues officielles* vous donne des droits. Dans plusieurs régions du Canada, les bureaux fédéraux désignés bilingues doivent vous servir dans la langue officielle de votre choix.

BUREAUX RÉGIONAUX :

Atlantique
1 800 561-7109

Québec
1 800 363-0628

Ontario
1 800 387-0635

Manitoba et Saskatchewan
1 800 665-8731

Alberta, Colombie-Britannique, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut
1 800 661-3642

Pour mieux connaître vos droits linguistiques, communiquez avec le Commissariat aux langues officielles !

1 877 996-6368 www.ocol-clo.gc.ca

COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES
OFFICE OF THE COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

344, RUE SLATER, 3E ÉTAGE, OTTAWA (ONTARIO) K1A 0T8

Message de la présidente de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

Apprendre durant toute sa vie

Est-ce possible d'apprendre toute sa vie?

Les personnes qui ont réussi à apprendre à lire et à écrire à l'âge adulte ont prouvé qu'on peut apprendre à tout âge. Une chose est sûre, apprendre à lire, pour un adulte, demande une forte dose de persévérance. Quelles sont alors les conditions qui favorisent cette persévérance? Je pense, entre autres, à des services de garde pour les parents, à la gratuité des services, à des horaires variables, à du personnel permanent qui assure une continuité. Le réseau de l'alphabétisation des adultes compte bon nombre de militants qui mettent en place les conditions essentielles à l'apprentissage. Cette neuvième édition de la revue *À lire* leur laisse la parole.

La revue *À lire* sert à nouveau de tribune à des apprenants adultes, à des chercheurs, à des coopérants en développement international et à des artistes. Certains vous parleront de la place importante que tient la lecture dans leur vie, endossant ainsi entièrement la vision de la FCAF : « savoir lire contribue à une meilleure qualité de vie ».

En outre, les articles montrent l'incidence de la difficulté à lire sur la santé des gens et sur le développement socioéconomique d'un pays. En lisant ce numéro, vous verrez que tout repose sur la lecture. Savoir lire permet de mieux comprendre l'information publique. Savoir lire facilite l'engagement personnel dans une collectivité. D'ailleurs, vous ferez connaissance avec des adultes qui ont réussi à apprendre à lire et à s'engager pleinement dans leur communauté, des adultes comme la gagnante du Prix de la francophonie en alphabétisation, Claudette Audet. Enfin, vous verrez bien, vous aussi, que savoir lire contribue à une meilleure qualité de vie.

J'exprime ma reconnaissance à nos fidèles collaborateurs et commanditaires qui ont rendu possibles la rédaction et la production de la revue *À lire*. À leur façon, ils sont engagés dans la promotion du droit d'apprendre pour tous, durant toute la vie.

Jocelyne Lavoie

Soyez clair et compris!

Avec Communicateurs efficaces

Division de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)

Vos messages sont importants et doivent être compris.

Communicateurs efficaces offre :

- Deux formations sur mesure
  - **« Écrire simplement »**
  - **« Pour des communications orales claires »**
- Des séminaires et des conférences sur demande.
- Des services de réécriture en langage clair.
- Des évaluations de messages avec des groupes de discussion.

Information :

Diane Pouliot ou **Johanne Renaud**

Courriel : d.pouliot@fcaf.franco.ca

Téléphone : (613) 749-5333 Sans frais : 1 888 906-5666

Stages en alphabétisation

Que vous soyez gestionnaire en alphabétisation des adultes, ou encore formatrice ou formateur, l'ACELF vous offre un stage conçu sur mesure pour vous! Élaborés en partenariat avec la Fédération canadienne d'alphabétisation en français (FCAF), ces deux stages qui valorisent l'expérience personnelle et professionnelle sont d'une durée de 5 jours et ont lieu à Québec au début de juillet.

Thèmes abordés

- Défis de l'alphabétisation en français
- Alphabétisation familiale
- Identité, francité et alphabétisation
- Évaluation des compétences des apprenants
- Programme «Prêt-à-conter»
- Animation d'un groupe hétérogène
- Financement et lobbying
- Leadership des gestionnaires
- Recrutement des bénévoles et des apprenants

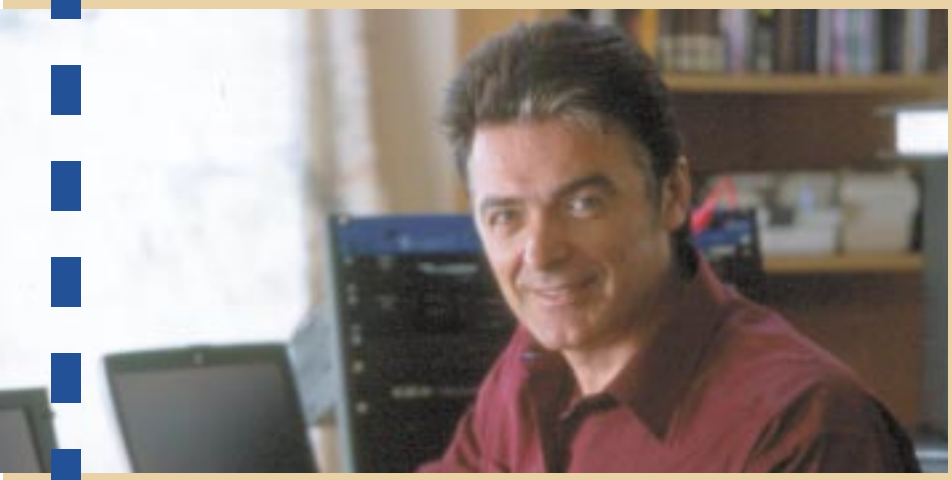
«Une excellente occasion de partager nos réalités, nos défis, nos succès, notre vision. Bref, un stage essentiel auquel il faut participer!»

ACELF

268, rue Marie-de-l'Incarnation Québec (Québec) G1N 3G4
Téléphone : (418) 681-4661 Télécopieur : (418) 681-3380 Courriel : informat@acelf.ca Internet : www.acelf.ca

Billet de Daniel Lavoie

Auteur-compositeur-interprète



Daniel Lavoie est porte-parole de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français.

Bonjour à tous,

Avez-vous trouvé le temps de lire quelques chapitres d'un bon livre dernièrement? Avez-vous connu cette merveilleuse sensation de détente qui nous envahit quand on se retrouve dans un coin tranquille avec un bon livre? L'été est fait pour les bons livres. Une chaise longue, à l'ombre d'un grand arbre, une boisson rafraîchissante et un bon polar, un livre d'aventures, une histoire d'amour, un récit historique. Pas d'annonces, pas de bruit, si ce n'est le vent dans les feuilles. Le bonheur avec un petit b. Vous devinerez que j'adore lire, surtout l'été, quand même le livre le plus épais ne me fait pas peur. C'est à peine si je ressens l'envie de partir en vacances. Je voyage sur les pages de mon livre. Rien de mieux qu'un bon livre qui nous tente pour s'évader. Je vous souhaite donc pour l'été une chaise confortable et un livre passionnant.

Daniel Lavoie

Les auteurs sont responsables des textes qu'ils publient dans la revue ***À lire***, édition 2002, et ces textes n'engagent en rien les membres de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. Les créations textuelles ou visuelles publiées dans ce document appartiennent à leur auteur.

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français reçoit l'appui financier du Secrétariat national à l'alphabétisation, du Développement des ressources humaines Canada. Il importe aussi de mentionner que cette édition de la revue ***À lire*** a pu voir le jour en grande partie grâce à la collaboration financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). ***À lire*** a aussi été soutenue par une campagne de financement.

Nous tenons enfin à remercier et à saluer ceux et celles qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce projet, que ce soit par leurs idées, leur encouragement ou leur dévouement à la cause de l'alphabétisation en français.

RÉDACTION
Audrey Côté, Jeannette Fortin, Jean Frenette, Lucie Gravel, Daniel Lavoie, Éric Maltais, Jean-François Méthé, Diane Mittermeyer, Serge Quinty, Marie-Renée Otis, Marie-Ève Thérien.

PRODUCTION

Rédactrice en chef
Diane Pouliot

Conception et coordination
Linda Labrecque et Diane Pouliot

Page couverture
Eykel design

Publicité
Stéfan Bergeron

Photographies
Gracieuseté de nos membres et collaborateurs

Révision linguistique
Michelle Martin

Impression
Imprimerie Québécor inc.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
Présidente : Jocelyne Lavoie
Présidente sortante : Margo Fauchon
Vice-présidente : Suzanne Benoit
Secrétaire : Roberta Gilbert
Trésorière : Colette Aucoin
Représentant des personnes apprenantes : Gaston Betty

ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATRICES
Denis Laporte
Sylvie Savard
Éric Demers
Anne-Marie d'Entremont
Aline Lafrenière
Cédric Noudjimaye

PERSONNEL
Directrice générale : Luce Lapierre
Directrice des communications : Diane Pouliot
Adjointe à la direction : Renée Laurin
Adjointe aux agents de projet : Johanne Renaud

FÉDÉRATION CANADIENNE POUR L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS

235, chemin Montréal, bureau 205
Ottawa (Ontario) K1L 6C7

Téléphone : (613) 749-5333
Sans frais 1 888 906-5666
Télécopieur : (613) 749-2252
Courrier électronique : alpha@fcaf.franco.ca
Site Internet : http://www.franco.ca/alpha/

ISBN 0-9685402-6-0

Artistes

Dominique Demers

Le bonheur est dans la lecture

S'entretenir de lecture et d'écriture avec Dominique Demers se résume en un mot : bonheur. Cela va de soi. Mais l'auteure durcit le ton lorsqu'il est question des décisions de nos législateurs dans le domaine de l'éducation : « Il faut remettre la lecture au centre de la mission éducative », plaide-t-elle.

Dominique Demers et Daniel Lavoie ont les mots dans le sang. C'est leur matière première. L'une est romancière, l'autre, auteur-compositeur-interprète. Et en plus de leur situation respective, ils défendent la cause des mots et de la langue avec ardeur, sans ménagement. Car, sans mots, quelle couleur prendrait le ciel lorsqu'on est amoureux? Comment chanterait-t-on les émotions qui nous transportent ou nous affligent?

Pour communiquer cet amour des mots, les deux artistes mettent leur talent à profit en plus de s'associer à des groupes qui prônent les mêmes valeurs qu'eux. Dominique Demers a ainsi accepté de présider le dernier Salon du livre de Montréal. Elle a aussi des idées si jamais on lui offrait le ministère de l'Éducation. « D'abord, il faut s'attaquer à la pauvreté et il faut aider les jeunes à aimer la lecture », affirme-t-elle. Daniel Lavoie, quant à lui, est devenu, « un peu par accident », dit-il, porte-parole de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. Il rappelle que l'amour de la lecture s'apprend à la maison, comme on l'entend souvent dire à la Fédération.

L'auteure Dominique Demers s'est d'abord fait connaître comme journaliste au magazine *L'Actualité*. Elle y a mis les pieds sans vraiment connaître le métier. « Au village – Hawkesbury, en Ontario –, on m'avait dit : si tu veux devenir journaliste à Montréal, tu devras te prostituer (*rire*). Ouache! me suis-je dit. Je me suis donc dirigée vers les lettres au lieu du journalisme. »

Sans doute le rédacteur en chef de *L'Actualité* de l'époque, Jean Paré, reconnu pour son intransigeance, a-t-il vu la passion des mots dans les yeux bleu acier de la jeune femme. « Il m'a dit : essaie si tu veux, je ne te garantis pas que je vais prendre tes textes. C'est là que j'ai eu mes premières leçons d'humilité », relate Dominique Demers. Mais il a vu aussi en elle le profil d'une pédagogue en lui confiant le dossier de l'éducation.

Ses talents d'auteure, ou plutôt de raconteuse, ont éclos, un jour de pluie, dans le chalet familial, en inventant des histoires avec ses enfants. De là allait naître son premier roman pour enfants : *Valentine Picotée*.

Aujourd'hui, après avoir écrit des dizaines de bouquins, dont quelques-uns pour adultes, Dominique Demers, la mi-quarantaine, occupe une place importante dans le champ littéraire québécois, plus particulièrement dans le cœur des jeunes pour qui elle a d'abord écrit. Sa popularité ne se dément pas. Elle a d'ailleurs été porte-parole du Salon du livre de Montréal, l'automne dernier. Un rôle qui lui sied à merveille : les tribunes lui offrent la chance de dire ce qu'elle pense. Parce que Dominique Demers est une auteure engagée.

de parole

et Daniel Lavoie

Par Eric Maltais

Déjà, dans la série des Mademoiselle Charlotte – son personnage le plus connu, qui occupe tour à tour des emplois d'enseignante dans *La Nouvelle Maîtresse**, de bibliothécaire dans *La Mystérieuse Bibliothécaire* et de ministre de l'Éducation dans *Une drôle de ministre* –, Dominique Demers exprime ses préoccupations en brisant les lois rigides de l'enseignement traditionnel. Elle a accouché d'une foule d'idées farfelues mais efficaces pour séduire les jeunes lecteurs : sa porte-parole, Mademoiselle Charlotte, telle une révolutionnaire, enseigne les mathématiques avec des spaghettis, fait lire des livres « cochons » à ses élèves, défie les ministres. Et c'est toujours écrit dans le but avoué de brasser la cage des fonctionnaires!

Sans compter le portrait désastreux des bibliothèques scolaires, les laissées-pour-compte des infrastructures scolaires, qu'elle a dressé et dont les échos retentissent encore aujourd'hui.

Le grand thème autour duquel Dominique Demers a construit sa « trilogie » de Mademoiselle Charlotte est l'importance de lire. S'évader par les livres, avoir peur par les livres, rire grâce aux livres. « Lire, c'est le bonheur. Moi, je suis heureuse quand j'écris ou je lis. Il y a les bien-pensants qui disent que lire doit absolument passer par la littérature. Mais un jeune lisant *Le Livre Guinness des records* est aussi un lecteur. Il ne faut pas se mettre des normes, chacun ses intérêts. La lecture est universelle. Il faut donner la chance aux jeunes de le faire », explique l'auteure.

Et que ferait Dominique Demers si elle était ministre de l'Éducation? « D'abord, il faut s'attaquer à la pauvreté et il faut aider les jeunes à aimer la lecture. Les jeunes enseignants sont des didacticiens, des théoriciens, des analystes. Il faut remettre les priorités à la bonne place. Il faut stimuler tous les travailleurs en lecture : bibliothécaires, enseignants, directeurs, bénévoles, etc., en présentant des techniques simples qui changent le monde. Ce n'est que quelques heures de formation par année, mais cela va changer la perception des élèves pour la vie. Ensuite, il faut que les bibliothèques scolaires soient au centre des priorités des administrateurs. Arrêtons d'investir dans ce qui est à la mode. Les ordinateurs en sont le meilleur exemple. Les jeunes n'ont pas besoin de cours sur l'utilisation d'un ordinateur, ils en savent plus que le professeur, bien souvent. De plus, ils ne font que "chatter" ou jouer », dit Dominique Demers.

Ironiquement, l'auteure a rencontré la ministre de la Culture cet automne – qui était Diane Lemieux – et lui a exposé tout ce qu'elle a mentionné plus haut. « La ministre m'a reçue, elle m'a posé beaucoup de questions. » Y aura-t-il un suivi? « Je n'en ai pas la moindre idée... Je n'avais rien à gagner à rencontrer la ministre, dit l'auteure, j'ai plutôt perdu un après-midi de travail, mais je crois que cela valait la peine. »

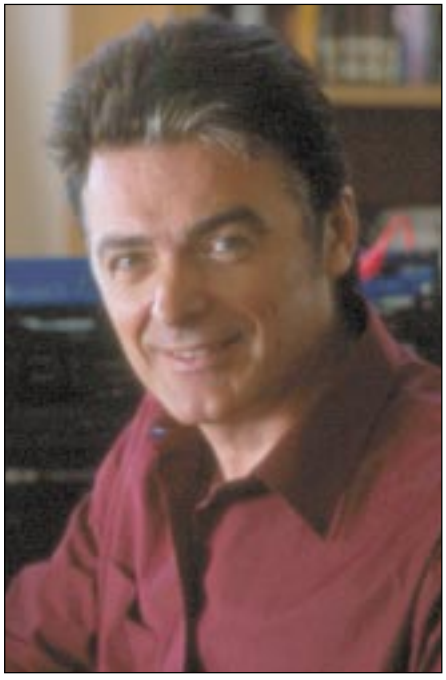
Dominique Demers affiche une vive déception quand elle constate où se retrouve l'argent destiné à la culture. Comme si Mademoiselle Charlotte prenait soudainement la parole, elle conclut : « Vous savez, la Grande Bibliothèque du Québec – à Montréal – ne servira qu'à ceux qui savent déjà lire. Son rôle n'a aucune importance en comparaison des bienfaits que peut procurer un léger investissement là où ça compte, c'est-à-dire auprès des jeunes. »

*On a tiré un film de ce roman mettant en vedette Marie-Chantale Perron, dans le rôle de Mademoiselle Charlotte, et Gildor Roy, dans le rôle du directeur.

Daniel Lavoie, menuisier des mots

L'auteur-compositeur-interprète Daniel Lavoie est devenu porte-parole de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français un peu par hasard. Toutefois, ce n'est pas le hasard qui l'a rendu « sensible à la cause » de l'alphabétisation. Il a très tôt observé que le fait de maîtriser la langue parlée et écrite était un plaisir comparable à celui que procure le travail de menuisier, en plus d'assurer un avenir meilleur...

Un jour, une amie qui travaillait à la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français lui a tout bonnement demandé de tenir le rôle de porte-parole. « C'était un petit peu pour rendre service à mon amie, mais, en même temps, je m'intéressais à l'alphabétisation », raconte-t-il. L'artiste est conscient que sa situation aide grandement la Fédération. « Un porte-parole est une "interface médiatique", je suis là pour faire le lien entre l'organisme et les médias. Je fais des interviews avec les journaux, des messages publicitaires, c'est un rôle simple. Mais je crois que ma contribution, si minime soit-elle, peut aider la Fédération. J'écris de petits mots parfois pour ses publications, car j'ai une opinion très claire sur l'importance de savoir lire et de savoir écrire. »



Cette opinion, il se l'est forgée au cours de sa jeunesse, ayant été témoin, au Manitoba où il a grandi, des conséquences désastreuses du fait de ne pas maîtriser la langue d'usage (l'anglais, dans ce cas-ci). « J'ai connu des gens qui ne savaient pas lire, et j'ai vu surtout des gens qui ont appris à lire très tard dans leur vie et qui m'ont raconté à quel point l'apprentissage de la lecture avait changé leur vie, à quel point c'était difficile pour eux avant. »

En remontant dans le passé, Daniel se rappelle l'isolement dans lequel vivaient plusieurs Franco-Manitobains. À l'écart du milieu anglophone, les jeunes, dont des membres de sa famille, fils et filles de cultivateurs, n'entendaient leurs premiers mots d'anglais qu'à leur entrée à l'école. Un choc, parfois insurmontable. « Bien des jeunes francophones passaient pour des idiots, et cette situation n'avait rien à voir avec leur quotient intellectuel. Ils n'arrivaient pas à apprendre la langue, c'est tout. Ils décrochaient au bout de quelques années seulement. Certains apprenaient vite, heureusement. D'autres, toutefois, ne savaient pas comment s'adapter émotivement à ce nouveau milieu. C'est d'ailleurs en bonne partie pour ces raisons que je suis sensible à l'analphabétisme », dit-il.

Daniel a grandi dans un village où vivaient beaucoup d'anglophones, ce qui lui a permis d'apprendre la langue avant d'aller à l'école. L'intégration fut plus facile. Il garde d'ailleurs un souvenir heureux de son passage dans les établissements scolaires du Manitoba. Sans cette facilité d'adaptation, il aurait eu à affronter les mêmes difficultés que ses pairs francophones vivant à l'écart des agglomérations anglophones.

L'artiste, on le sait, vit grâce aux mots, aux chansons qu'il écrit aujourd'hui pour d'autres. Un travail qu'il compare à celui du menuisier à qui l'on demande de confectionner des meubles sur mesure. « C'est bien agréable d'être sous les projecteurs, mais je prends énormément plaisir à écrire pour les autres. J'aime bien interpréter des rôles ou des chansons, mais le métier d'auteur-compositeur m'apporte beaucoup de satisfaction. Je suis un artisan au fond. J'essaie d'écrire la chanson parfaite, je la cherche toujours d'ailleurs. Je suis comme le menuisier : je rentre en studio le matin, puis je pioche jusqu'à la fin de la journée. Le lendemain, je recommence », dit-il.

Ce goût de l'écriture lui est venu en faisant son cours classique. « Nous avions des professeurs qui nous obligeaient à écrire de nombreux poèmes. J'y ai pris goût et je suis devenu un "faiseur de chansons" », dit-il en riant.

Après avoir connu le succès de *Notre-Dame-de-Paris*, adaptation musicale du roman de Victor Hugo écrite par Luc Plamondon, Daniel Lavoie s'apprête à jouer le rôle du pilote d'avion dans *Le Petit Prince*, une autre version musicale de l'œuvre de Saint-Exupéry, dont les paroles ont été écrites par Élisabeth Anaïs et la musique, par Richard Cocciante, celui-là même qui a fait celle de *Notre-Dame-de-Paris*.

Mais son rôle dans *Saint-Exupéry* ne l'empêchera pas de continuer à écrire. Au contraire! « Les spectacles prennent environ trois heures de mon temps chaque jour. Souvent entre 18 h 30 et 22 h. Comme je ne suis pas un couche-tard, j'ai toute ma journée pour composer », dit l'auteur. Et il écrit des chansons pour Patricia Kaas, Maurane et bien d'autres interprètes tout en restant porte-parole de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. N'est-ce pas que l'écriture ouvre de belles voies? ■

Entrevue

avec CLAUDETTE AUDET

Lauréate du Prix de la francophonie 2002

Par Jean-François Méthé

Claudette Audet, douée d'une extraordinaire sensibilité, s'initie à l'alphabétisation à 46 ans. À 50 ans… elle commence sa vie. Le Prix de la francophonie est une victoire d'autant plus spectaculaire qu'il lui a permis de surmonter remarquablement bien le sentiment d'infériorité et l'isolement dont elle s'était affublée tout au long de son existence. « Je pensais qu'une fille sans instruction ne pouvait suivre une conversation, en conséquence qu'elle ne pouvait pas être intéressante pour des gens que je croyais plus instruits.

Claudette Audet, à gauche, a reçu son prix de madame Lise Thibault, lieutenant gouverneur du Québec. À droite : Gaston Betty, représentant des apprenants de la FCAF.

C'est pourquoi, chaque fois que je côtoyais les gens, je me sentais faible, sotte, niaiseuse, débile, incapable et ignorante. Je croyais alors que je ne m'en sortirais jamais. » Les cours d'alphabétisation lui ont permis de bâtir son estime personnelle et l'ont avantageusement métamorphosée en une personne beaucoup plus sûre d'elle, capable de socialiser, de participer à des réunions et à des conférences téléphoniques, de parler devant une foule et de représenter les apprenants au comité francophone d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB). « Résultats : meilleure vie, joies, amour, confiance, en moi, respect. Je ne regrette pas mes efforts et ma persévérance puisque j'ai commencé à grandir. » Quel cheminement digne et exceptionnel que d'aucuns ne manqueront pas de citer en exemple.

Qu'est-ce qui vous a le plus motivée à entreprendre des cours d'alphabétisation?

J'avais 46 ans et je ne voulais pas que mes enfants laissent l'école. Mon courage leur a donné le pouvoir de continuer à apprendre. Avec les cours d'alphabétisation, j'ai pu être un modèle pour eux et, à ma grande joie, ils ont compris l'importance de l'instruction. Je leur disais : « Faites pas comme nous. » et puis « Un jour, j'irai à l'école moi aussi. » J'ai donc entrepris mes cours. Les débuts ont été terribles : je ne pouvais pas réaliser que j'avais les bonnes réponses. Je les effaçais en me disant que c'était impossible que j'aie pu les trouver si vite et que je n'étais pas assez bonne pour ça. Maintenant, j'ai confiance en moi.

Vous dites que l'alphabétisation a changé et même probablement sauvé votre vie : comment?

Quand ma mère et mon jeune frère sont morts, à un mois d'intervalle, je suis tombée à zéro et je ne pouvais plus avancer. J'ai entrepris une thérapie pour le deuil où il fallait écrire une lettre à mon frère et à ma mère et imaginer une réponse en retour. Quand ma mère vivait, la danse était très importante pour elle. Alors, dans ma lettre je lui ai demandé : « Qu'est-ce que ça va me donner d'aller danser si tu n'es plus là? » Et elle m'a répondu : « Je suis encore fière de toi. Va danser! » Dans la thérapie, nous avions aussi

beaucoup d'articles à lire et, grâce à mon amélioration en lecture, j'ai pu comprendre les textes et progresser dans mon cheminement. Je peux donc dire que, sans l'alphabétisation, je n'aurais pu surmonter autant d'épreuves, je n'aurais pas été aussi active dans ma communauté, je serais encore gênée et isolée, je me serais toujours sentie inférieure et je n'aurais jamais réussi à me faire des amis.

Où avez-vous puisé votre extraordinaire détermination?

Je peux dire que c'est mon orgueil. Je ne voulais pas que ma famille ait honte de moi. Je voulais lui montrer que j'étais capable de faire quelque chose de ma vie et que je n'étais pas niaiseuse. Mes enfants, ayant reçu des valeurs fondamentales sur l'importance de l'instruction en plus de l'éducation, m'ont invitée à foncer pour reprendre mes cours en alphabétisation. Mon fils m'a dit : « Maman, c'est toi qui nous appris à toujours foncer dans la vie et à ne jamais arrêter de croire en nous. » C'est à ce moment que j'ai compris qu'il avait raison, que j'avais tout à apprendre. Quand mes enfants m'ont remis leur diplôme universitaire, c'était en reconnaissance des encouragements et de ma détermination face à leur réussite.

Que représente le Prix de la francophonie pour vous?

Je ne peux pas vous le décrire. C'est 51 ans de ma vie. Jamais je n'aurais cru. Avec le Prix, j'ai vu l'importance de ce que j'avais fait depuis quelques années. Tous mes efforts étaient là. C'est la récompense de dire qu'il ne faut jamais lâcher. Durant tout ce temps, ma voisine ne m'a jamais vue. Ça a pris cinq ans avant que je me montre. Elle devait penser que Charles Audet n'avait pas de femme!

L'alphabétisation : le commencement d'une vie. Quel sens donnez-vous maintenant à votre vie?

Maintenant, ma vie est très belle. Je suis fière de moi. Je peux parler et je vois l'épanouissement d'une vie renfermée où j'ai refoulé tellement de larmes. Mes sentiments ont changé, je vois du beau, pas du négatif. Je veux donner de l'amour et j'ai plein de rêves à réaliser. Je veux mon diplôme d'études secondaires et suivre des cours comme aide en santé ou auxiliaire infirmière pour pouvoir travailler au foyer de soins spéciaux dont je suis propriétaire.

Quel serait le meilleur enseignement que vous donneriez aux futurs apprenants?

De ne jamais avoir peur, de ne jamais avoir honte quand on veut apprendre. Ne jamais laisser personne vous empêcher de vous alphabétiser. La honte serait de ne pas le faire. Dites-vous que c'est toute une vie qui change : pourquoi se priver d'un tel bonheur? Moi, je vais faire quelque chose de ma vie. Le seul regret, la seule honte que j'aie est de ne pas être retournée plus tôt à l'école. C'est plus facile maintenant parce que je comprends et, parce que j'ai confiance en moi, il m'est possible de demander de l'aide. Maintenant, c'est aller de l'avant. ■

Pour les parents et leurs jeunes enfants!

La trousse

Montre-moi

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français remercie tous les partenaires de la trousse Montre-moi et particulièrement Patrimoine canadien.

Patrimoine canadien | Canadian Heritage

Contenu de la trousse

- Une vidéocassette pour les parents
- Une audiocassette et un cahier de chansons interprétées par Daniel Lavoie
- 12 fiches d'activités et un marqueur
- Une marionnette

20 $
Frais d'envoi en sus

Du nouveau pour les intervenants

- Guide d'animation de la vidéocassette de la trousse *Montre-moi*

5 $
Frais d'envoi inclus

Pour commander une trousse ou un guide d'animation : Johanne Renaud
Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)
au (613) 749-5333 ou sans frais 1 888 906-5666

Promouvoir une culture de l'apprentissage

Semaine internationale des apprenants adultes au Canada

Par Marie-Ève Thérien

Les célébrations de la Semaine internationale des apprenants adultes au Canada ont lieu du 8 au 14 septembre 2002. Cet événement fait suite aux efforts soutenus d'organisations non gouvernementales et aux engagements de la communauté internationale pris à la Cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes à Hambourg, en Allemagne, en 1997.

Sous le patronage de l'UNESCO, la Semaine des apprenants adultes à travers le monde vise principalement à promouvoir une culture de l'apprentissage ainsi qu'à mobiliser les milieux intéressés tels le monde de l'éducation, les gouvernements, la société civile et les agents socioéconomiques. En plus de reconnaître l'importance de l'apprentissage à l'âge adulte, il faut célébrer la joie d'apprendre sous toutes ses formes, dans tous les milieux et tout au long de la vie. Selon Diane Laberge, agente de programme à la Commission canadienne pour l'UNESCO, « il faut encourager l'intégration des savoirs qui ne sont plus nécessairement organisés dans notre société ». M^me^ Laberge soutient que la Semaine cherche à donner une voix aux apprenants adultes et à mettre l'accent sur leur développement dans toutes les sphères de la vie, qu'elles soient personnelles, professionnelles ou sociales. « Il faut rejoindre les groupes marginalisés afin qu'ils puissent aussi s'épanouir à leur plein potentiel », dit-elle.

Le succès de cette semaine au Canada dépendra de certaines conditions tant sur le plan conceptuel que sur le plan stratégique.

Diane Laberge, agente de programme à la Commission canadienne pour l'UNESCO

Diane Pouliot, directrice des communications à la FCAF

Sur le plan conceptuel, il faudra adopter une vision large de l'éducation des adultes, centrer les activités de cette semaine sur les apprenants adultes et élaborer ces activités en complémentarité avec la Journée internationale de l'alphabétisation.

Sur le plan stratégique, il faudra manifester un leadership ouvert et rassembleur, créer des partenariats, assurer une représentativité et une diversité des groupes associés aux fêtes de cette semaine et concevoir des stratégies mobilisatrices qui rejoindront les médias, le public ainsi que divers groupes et organisations.

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) compte parmi les partenaires de la Commission canadienne pour l'UNESCO qui verront à l'organisation des célébrations de cette semaine au Canada. Diane Pouliot, directrice des communications à la FCAF, explique que la Fédération a prévu plusieurs projets pour l'occasion, dont un guide d'activités qui sera distribué dans les centres d'alphabétisation. « Ce guide comprendra des idées pour guider les centres et leurs apprenants dans l'organisation d'activités visant à promouvoir cette semaine, mais aussi pour encourager l'apprentissage tout au long de la vie. » Les activités suggérées varient beaucoup, allant de la confection d'une banderole à l'organisation d'un match d'improvisation, ou même d'une journée portes ouvertes.

La FCAF lancera le projet « Le printemps des lettres » au cours de cette semaine. Le projet consiste à inviter les apprenants de partout au pays à écrire une lettre à

l'auteur-compositeur-interprète Daniel Lavoie, porte-parole de la FCAF. Certaines lettres seront lues par l'artiste sur les ondes des radios communautaires au printemps 2003 et rassemblées en un recueil par la suite. « On espère recevoir des lettres de partout au pays », invite Diane Pouliot.

L'exemple de la FCAF illustre les efforts qui seront déployés pour célébrer cette semaine au Canada. Diane Laberge précise que la Commission canadienne pour l'UNESCO organisera également un événement pancanadien qui donnera le coup d'envoi aux célébrations.

Ailleurs dans le monde, d'autres activités viendront souligner la Semaine des apprenants adultes. Certains pays célèbrent cette semaine depuis quelques années déjà. Au Royaume-Uni, elle existe depuis 1992.

« La Semaine britannique de 1999 a mis sur pied plus de 5000 manifestations locales et plus de 100 remises de prix à des particuliers et à des organisations. Des émissions de radio et de télévision ont été diffusées sur tous les programmes nationaux et régionaux, et plus de 1500 articles ont paru dans la presse[1]. » La Jamaïque et l'Australie organisent toutes deux une semaine des apprenants adultes depuis 1995.

Le succès qu'a connu cette semaine à l'étranger permet d'espérer de grandes choses pour le Canada. « Il faut bien sûr que cet événement remporte du succès. Mais surtout, il faudrait organiser des activités à différentes périodes de l'année et dans tout le pays afin que les adultes continuent à se former tout au long de leur existence », conclut Diane Pouliot. ■

[1] *Bulletin de l'UNESCO*, 1er numéro, publié par UNESCO et NIACE, Hambourg, 1999.

« *Le printemps des lettres* »

Apprenants, écrivez une lettre à Daniel Lavoie

En organisant l'activité pancanadienne « Le printemps des lettres », la FCAF a voulu encourager les apprenants et les anciens apprenants en alphabétisation à écrire. Elle les invite à écrire une lettre à son porte-parole, Daniel Lavoie.

Daniel Lavoie est auteur-compositeur-interprète. Pour en connaître davantage sur lui, visitez son site au http://www.lavoiedaniel.com.

Conditions de participation

- Les participants doivent être des apprenants ou d'anciens apprenants en alphabétisation.
- Ils doivent écrire une lettre d'une page au maximum (8 1/2 x 11) à Daniel Lavoie et répondre dans leur lettre à la question suivante : « ***Qu'avez-vous voulu lire ou écrire en premier quand vous avez appris à lire ou à écrire?*** »
- Ils doivent indiquer leur adresse complète et le nom du centre d'alphabétisation où ils ont appris à lire.

Réunion des lettres en un recueil

La FCAF classera toutes les lettres reçues par province et territoire et les réunira en un recueil qu'elle enverra à tous les élus fédéraux et provinciaux de même qu'aux médias.

La Fédération enverra également le recueil de lettres à toutes les personnes qui auront fait parvenir une lettre à Daniel Lavoie dans le cadre de cette activité.

Période de participation

Les apprenants pourront envoyer leur lettre entre

le 8 septembre 2002 et le 28 février 2003.

Les lettres doivent être envoyées à :

Daniel Lavoie
Le printemps des lettres
FCAF

par télécopieur :
(613) 749-2252

ou par la poste

Daniel Lavoie
Le printemps des lettres
FCAF
235, ch. Montréal, pièce 205
Ottawa (Ontario) K1L 6C7

Une promotion canadienne de l'éducation de base dans plusieurs pays :

Sénégal • Afghanistan
République centrafricaine
Afrique subsaharienne

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français remercie l'Agence canadienne de développement international (ACDI), grâce à laquelle la revue *À lire* consacre sept articles à la promotion de l'éducation dans les pays en développement.

Les articles qui suivent font état des efforts concrets qu'ont déployés des coopérants et des organisations non gouvernementales pour apporter des changements positifs aux systèmes d'éducation de ces pays.

Le sida

L'ALPHABÉTISATION POUR FREINER L'ÉPIDÉMIE

Le sida a tué 2,3 millions d'Africaines et d'Africains en 2001. Durant cette même année, l'Organisation mondiale de la santé estime que l'Afrique subsaharienne a connu 3,4 millions de nouveaux cas de sida. Sur les 40 millions de personnes qui vivent avec le sida dans le monde, 28,1 millions sont des Africains. Le sida est maintenant la première cause de décès en Afrique subsaharienne. Dans de nombreuses régions du monde en développement, la majorité des nouvelles infections se produisent chez les jeunes adultes, et les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables. Comment freiner l'épidémie? L'alphabétisation pourrait être une des voies à suivre.

Par Jean Frenette

Vingt ans après l'apparition du syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA), la crise provoquée par le virus d'immunodéficience humaine (VIH) s'amplifie en Afrique. Environ le tiers des personnes atteintes du sida aujourd'hui ont entre 15 et 24 ans. La plupart d'entre elles ne savent pas qu'elles sont porteuses du virus, alors que des millions d'autres ne connaissent rien à propos du VIH ou en connaissent trop peu pour pouvoir s'en protéger.

Il y a quelques années, M. Aurélien Leclerc, coopérant international, a travaillé au Burkina Faso. « Dans leur médecine traditionnelle, certains disaient aux gens atteints du sida qu'ils devaient faire l'amour avec une jeune fille vierge pour que la maladie guérisse! » se souvient M. Leclerc. Conscient des ravages qu'entraîne l'ignorance, M. Leclerc a conçu un projet visant à mieux informer la population pour lutter avec plus d'efficacité contre la propagation du sida.

Le sida méconnu

Enseignant au Cégep de Jonquière au Québec, Aurélien Leclerc travaille dans le domaine de la coopération internationale depuis plusieurs années. Il travaillait déjà en République islamique de Mauritanie lorsque la Société canadienne de santé internationale a fait appel à des propositions pour lutter contre le sida à l'automne 2001.

M. Leclerc a saisi cette occasion pour présenter un projet qui devait se réaliser dans un quartier de la capitale de ce pays, Nouakchott : la moughataa d'Arafat. « Moughataa » : c'est ainsi qu'on appelle un quartier en Mauritanie. « Dans une moughataa, les maisons sont construites « en dur », comme disent les gens là-bas. En fait, elles sont souvent en béton. Il y a des rues, l'eau courante et l'électricité », dit M. Leclerc. Il ne s'agit donc pas d'un bidonville où les habitations, généralement en bois, sont temporaires.

Trois organismes se sont engagés dans le projet : le Cégep de Jonquière, le Mouvement d'information, d'éducation et d'entraide dans la lutte contre le sida, Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau/Chapais, et l'Association mauritanienne pour la santé des femmes, enfants et le développement (AMSFED). Ensemble, ces organismes se sont fixé non pas un mais trois objectifs : lutter contre la pauvreté, contre l'analphabétisme et contre le sida. Comment lutter contre le sida? En travaillant sur les deux autres objectifs.

La première étape du projet consistait à reconnaître le terrain. L'AMSFED, déjà très présente dans le milieu, a formé et consulté des groupes de discussion dans la moughataa d'Arafat pour mesurer les connaissances des femmes à propos du sida : comment il se répandait, qui devait en parler, comment s'en protéger, etc.

« On s'est rendu compte que les gens connaissaient effectivement bien peu de choses sur le sida, confirme M. Leclerc. Par exemple, ils savaient que la maladie se transmet par le sang et par les relations sexuelles, mais ils pensaient qu'elle peut aussi se transmettre par des brosses à dents ou des vêtements souillés, ou encore en faisant l'amour avec une femme qui a ses règles. L'information n'est pas très exacte. »

Il est ressorti des groupes de discussion un autre élément intéressant. Lorsque les animateurs ont demandé aux participants à qui revenait la tâche de parler du sida, la réponse a été claire : « Tout le monde doit en parler, homme et femme. Et on doit en parler clairement. On doit oublier les notions culturelles, les refus culturels, parce que c'est un sujet important. »

Alphabétisation particulière

Si les conclusions qu'on a tirées des groupes de discussion ne sont pas des plus surprenantes, on a répondu à cette demande d'information de manière plutôt originale. « Nous allons donner des cours d'alphabétisation dont le thème sera le sida. Les cours seront réservés aux femmes de la moughataa d'Arafat », raconte M. Leclerc.

C'est ainsi qu'on élaborera un manuel d'alphabétisation qui comprendra toute l'information utile sur le sida. Les femmes apprendront à lire, à écrire et à compter uniquement avec ce sujet comme trame de fond. Elles liront dans leur « livre d'école » comment la maladie se transmet, comment se protéger, comment en parler aux enfants…

Pourquoi des cours destinés uniquement aux femmes? Parce que ce sont elles qui s'occupent des enfants et qui sont au centre de la famille. De plus, ce sont elles qui « mènent », selon ce qu'a constaté M. Leclerc.

L'AMSFED est le fer de lance du projet sur le terrain. C'est cet organisme qui recrutera et formera une vingtaine d'animatrices mauritaniennes en alphabétisation pour alphabétiser les femmes de la moughataa.

Les formatrices choisies seront des femmes déjà alphabétisées. « Encore plus qu'ici, plusieurs jeunes sortent de l'université et n'ont pas d'emploi, surtout les femmes. Elles étudient souvent dans des domaines comme l'histoire ou la sociologie et il n'y a pas d'emploi pour elles », a constaté M. Leclerc.

Ce sont donc des femmes, choisies selon des critères précis, qui vont apprendre à montrer aux femmes à lire, à écrire et à compter. Pour lutter contre le sida, bien sûr, mais aussi pour combattre la pauvreté…

Microprojets d'entreprise

La Mauritanie est l'un des pays les plus pauvres au monde. Le produit national brut (PNB) par habitant était de 390 $ en 1999. Le groupe de M. Leclerc a donc conçu un projet qui s'attaquait à l'analphabétisme et au sida, dans un premier temps, tout en donnant une chance aux femmes nouvellement alphabétisées de s'en sortir économiquement, dans un deuxième temps.

Un fonds a été créé pour octroyer une mise de départ aux femmes désirant se lancer en affaires. Les femmes qui mûrissent un microprojet économique pourraient ainsi obtenir un montant équivalant à 60 $ ou 75 $ pour lancer leur projet. « Elles pourraient ainsi ouvrir un petit salon de coiffure ou fabriquer du riz au poisson qu'elles vendraient au coin de la rue le soir… », avance M. Leclerc.

Pour obtenir cette mise de fonds, les femmes devront satisfaire à deux conditions : avoir suivi le cours d'alphabétisation durant 20 semaines et s'engager à rembourser le montant accordé dans un délai d'un an. Le remboursement de l'aide financière aux microprojets économiques n'est pas une exigence de l'ONG canadienne. Cependant, l'AMSFED établie dans la moughataa d'Arafat espère ainsi récupérer l'argent prêté aux femmes pour continuer à financer d'autres projets dans la moughataa dans l'avenir. En fait, l'AMSFED désire créer un « fonds de roulement » pour le démarrage d'entreprises dans le quartier.

Un « petit » projet, de grands pas franchis

Le projet préparé par M. Leclerc est bien modeste. Le montant qu'accorde la Société canadienne de santé internationale est de 69 000 $. Pourtant, il touche les trois plus grands fléaux qui affligent l'Afrique en ce moment : le sida, l'analphabétisme et la pauvreté.

D'une part, le Mouvement d'information, d'éducation et d'entraide dans la lutte contre le sida, Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau/Chapais, a apporté ses compétences en matière de sida. D'autre part, l'AMSFED a déployé de grands efforts pour promouvoir la santé dans la moughataa d'Arafat, entre autres dans le domaine de l'allaitement.

En établissant le lien entre ces deux organismes, M. Leclerc sème l'espoir chez les femmes d'un quartier. Ce projet pourrait bien servir d'exemple à d'autres parties de l'Afrique. ■

Toutes voiles dehors!

En République islamique de Mauritanie, comme le nom de l'État l'indique, presque toute la population pratique l'islam, soit 99 pour 100. Cependant, selon le coopérant Aurélien Leclerc, qui connaît bien le pays, « la religion, là-bas, c'est personnel ». La société est très tolérante.

La situation des femmes est donc fort différente de celle, par exemple, vécue par les femmes dans des pays intégristes comme l'Afghanistan à l'époque des talibans. « En Mauritanie, les femmes sont très débrouillardes et on les retrouve souvent dans le commerce. De plus, c'est un des pays de la région qui ont le taux d'alphabétisation des filles le plus élevé. On a fait beaucoup pour favoriser la venue des filles dans les écoles », affirme M. Leclerc.

« Dans la religion islamique, les femmes doivent cacher leurs formes. Mais en Mauritanie, nous sommes loin du tchador austère et sévère, continue M. Leclerc. Les femmes mettent des robes ou des pantalons et ont une manière très particulière de porter leur voile coloré par-dessus. »

DÉVELOPPEMENT DU SAVOIR, EXTENSION DU POUVOIR

Sénégal

Par Audrey Côté

« Le pouvoir que s'approprient les femmes en s'alphabétisant a forcément un impact sociologique. L'éveil des femmes au savoir tend à changer graduellement les structures sociales. » C'est le constat que fait Pape Nomar Sow, responsable de l'Afrique à la Fondation Paul Gérin-Lajoie, en regard de la septième année d'engagement de la Fondation à Saint-Louis, au Sénégal. Organisation non gouvernementale de coopération internationale, la Fondation Paul Gérin-Lajoie a pour mission principale de « contribuer à l'éducation de base et à la formation des enfants et des jeunes adultes dans les pays les plus démunis[1] ». Dans une région où le taux d'analphabétisme frôle les 90 pour 100, le développement des écoles primaires réalisé par la Fondation a servi d'assise à l'essor de projets plus ambitieux.

De l'alphabétisation à la postalphabétisation

En vue de consolider les acquis cumulés depuis 1995, la Fondation a mis sur pied le projet Alpha 2000 ciblant particulièrement les femmes et les jeunes filles des communautés locales. Financé à 90 pour 100 par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le projet Alpha 2000 s'inscrit dans la philosophie du développement durable. « Évidemment, les femmes occupent une place centrale dans les familles, car ce sont elles qui élèvent les enfants et organisent le foyer. C'est dans cette perspective de continuité que nous jugions essentiel de favoriser l'accès des femmes à l'éducation », explique Pape Nomar Sow.

Bien que la langue officielle du Sénégal soit le français, celui-ci n'est parlé que par 40 pour 100 de la population sénégalaise, car le français est d'abord la langue du pouvoir politique. À Saint-Louis, l'alphabétisation passe donc par les langues nationales, soit le wolof (parlé par 70 pour 100 de la population) et le pulaar (parlé par 20 pour 100 de la population). Les résultats de la Fondation Paul Gérin-Lajoie se traduisent très concrètement sur le terrain. Selon M. Sow, « près de 2000 femmes lisent, écrivent et sont présentement en mesures de postalphabétisation ». Par ricochet, près de 60 000 enfants bénéficient des retombées de l'apprentissage de leur mère. En plus de stimuler le développement des communautés locales, l'alphabétisation des femmes favorise l'évolution des mentalités forgées par la culture patriarcale. « Les femmes peuvent davantage suivre le cheminement scolaire de leurs enfants et deviennent aussi plus sensibles à

l'importance de l'éducation pour leurs filles », poursuit le responsable de l'Afrique à la Fondation.

Après la phase d'alphabétisation (qui consiste à lire, à écrire et à compter), les femmes peuvent poursuivre leur acquisition de connaissances par des formations diverses : gestion de comité, gestion financière, technique de réunion, entre autres. La démarche de postalphabétisation permet donc aux femmes d'élargir leur champ de compétences et contribue par le fait même, à la conscientisation de leur pouvoir au sein des communautés locales.

Principe des trois « R » et tâches ménagères

Le programme de postalphabétisation de la Fondation Paul Gérin-Lajoie s'articule autour de la responsabilisation, du renforcement des capacités et du réseautage. Le principe des trois « R », selon l'expression de Pape Nomar Sow, permet aux femmes de développer leur capacité de s'ouvrir au monde à leur rythme. C'est d'ailleurs en postalphabétisation qu'elles apprennent le français pour pouvoir éventuellement communiquer et transiger à l'extérieur de leur communauté.

Grâce au principe des trois « R » privilégié par la Fondation, plusieurs femmes deviennent formatrices ou monitrices d'enfants sous la supervision de six coordonnateurs ou coordonnatrices. En responsabilisant ainsi les femmes, la Fondation remet le pouvoir d'apprentissage aux communautés locales. De plus, certains projets de maraîchage commencent à poindre à l'horizon. Bientôt, grâce à la mise en réseau des femmes avec d'autres associations et structures de microcrédits, des femmes pourront prendre leur avenir en main. Et les hommes dans tout cela? Les programmes de la Fondation s'adressent également à eux, mais, au dire de M. Sow, les femmes n'ont pas beaucoup de compétition, car « l'éducation intéresse beaucoup moins les hommes que les femmes. La gestion des écoles est beaucoup plus l'affaire des femmes. »

Faut-il dire que, malgré leur intérêt pour l'espace public, les femmes sont encore d'abord et avant tout confinées à l'espace privé. Avant de s'intéresser à l'alphabétisation et aux formations qui en découlent, les femmes doivent remplir leurs rôles d'épouse et de mère prescrits par la culture patriarcale : « Dans la mesure où les programmes respectent la disponibilité domestique des femmes, les hommes n'ont pas de problèmes avec l'éducation de leur femme. Les programmes d'alphabétisation et de postalphabétisation doivent donc se dérouler entre 15 et 18 heures pour permettre aux femmes de faire leurs travaux domestiques, d'aller chercher de l'eau et de s'occuper de leur famille », fait remarquer M. Sow.

Émergence du leadership féminin

En partenariat avec l'ACDI, la Fondation Paul Gérin-Lajoie travaille actuellement à la mise sur pied d'un projet de formation professionnelle (avec remise de diplômes) pour les néo-alphabétisés. Ce nouveau programme, qui devrait débuter en novembre prochain, s'adressera également aux populations de la région de Louga. « Par le biais d'une formation professionnelle de deux ans, nous allons leur permettre d'acquérir un métier en restauration, en couture, en coiffure, ou dans un autre domaine », explique M. Sow. À l'intérieur de ces formations professionnelles, la Fondation compte notamment promouvoir l'entrepreneuriat féminin. L'objectif est d'encourager le leadership féminin déjà en émergence. Pape Nomar Sow affirme qu'à Saint-Louis des femmes commencent à s'engager dans la gouvernance locale! Enfin, lentement mais sûrement, le changement s'amorce au fil du quotidien des femmes pour qui « l'alphabétisation est le déterminant principal de l'acquisition de la confiance en elles qui leur permettra de se réaliser pleinement. Elles peuvent donc prendre davantage leur place dans leur communauté », conclut-il. ■

[1] Description du mandat et des activités de la Fondation Paul Gérin-Lajoie, site Internet : http://www.fondationpgl.ca

L'aide canadienne en Afghanistan et l'éducation des filles

Par Jean-François Méthé

Vingt ans de guerre, trois années de sécheresse extrême, de substantielles violations des droits de la personne et d'importantes migrations de populations ont non seulement provoqué l'effondrement de l'infrastructure de l'enseignement en Afghanistan, mais engendré aussi la précarité pour plus de 5 millions d'Afghans. Les indicateurs sociaux confirment la situation désastreuse du pays : un enfant sur quatre n'atteint pas l'âge de cinq ans, l'espérance de vie se limite à 46 ans, deux adultes sur trois ne savent ni lire ni écrire et environ les deux tiers des enfants ne sont pas immunisés contre des maladies telles que la tuberculose, la polio et la rubéole. La population afghane dépend donc largement, pour l'instant, de l'aide internationale pour survivre et, en tenant compte du fait qu'environ 77 pour 100 des enfants (4 millions) ne vont pas à l'école, la situation de l'éducation se transforme en urgence nationale.

Depuis le 11 septembre 2001, le Canada a versé 46,7 millions de dollars en secours d'urgence et à la reconstruction en Afghanistan. La contribution canadienne s'est élevée, au cours des cinq dernières années, à 12 millions de dollars en moyenne par année sous forme d'aide humanitaire pour ce pays, l'un des plus pauvres de la planète. Ces fonds, bilatéraux et multilatéraux, appuient le travail de nombreuses organisations non gouvernementales, d'agences des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge. CARE Canada intervient ici pertinemment avec un projet fort intéressant intitulé Éducation primaire organisée par la communauté (EPOC). Ce programme a déjà reçu 800 000 dollars de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 2000 et en 2001 et compte recevoir un million de dollars en 2002.

Absence d'éducation primaire universelle

Depuis les deux dernières décennies, des facteurs idéologiques et sociopolitiques décisifs ont contrecarré le droit des enfants, et spécialement celui des filles, à l'éducation primaire. D'un côté, les croyances et les valeurs culturelles de même que les changements idéologiques ont éliminé, dans une grande proportion, les chances des filles d'accéder à une éducation formelle. Et de l'autre, l'interminable guerre civile – faisant 1,5 million de morts, dont plusieurs enseignants, 2,4 millions de réfugiés en Iran et au Pakistan et un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays – a empêché la formation d'un gouvernement effectif et stable de même que les investissements requis en ressources humaines et en infrastructures pour remettre en état le secteur de l'éducation. Par voie de conséquence, sans ressources officielles et pratiquement sans ressources techniques pour alimenter les différents domaines éducatifs, le système d'éducation primaire universelle en Afghanistan s'est littéralement écroulé.

L'éducation dans les camps de réfugiés

La plupart des parents réclament de plus en plus une éducation de qualité pour leurs enfants, et ce, malgré les dommages qu'ont causés la guerre et l'attitude obscurantiste et rétrograde des talibans au système d'éducation. C'est que les enfants des populations rurales afghanes au Pakistan et en Iran ont profité d'une éducation de base offerte dans les camps mis en place par les agences d'aide internationale. Nombre de ces enfants, devenus parents, sont retournés dans leur pays avec des considérations positives sur la valeur de l'éducation qu'ils ont reçue dans ces camps.

L'action des talibans

Les talibans interdisaient officiellement aux filles l'accès à l'éducation et fermaient les écoles publiques qu'elles fréquentaient sous prétexte que leur sécurité ne pouvait être assurée tant que durerait la guerre. De 1990 à 1998, seulement 11 pour 100 des filles ont fréquenté l'école primaire, comparativement à 36 pour 100 des garçons. Les taux officiels d'alphabétisation sont de 46 pour 100 pour les hommes et de 16 pour 100 pour les femmes, mais on estime que seulement 3 ou 4 pour 100 des femmes sont réellement alphabétisées.

Même si les talibans s'opposaient à l'éducation des filles à l'échelle du pays, certaines autorités locales ont fait en sorte que les filles puissent poursuivre leur instruction. Dans au moins 14 provinces dominées par les talibans, les filles fréquentaient l'école et les femmes pouvaient travailler. Ainsi, les filles représentaient 45 pour 100 des élèves inscrits dans les écoles soutenues par CARE, et 20 pour 100 des élèves des écoles appuyées par le Comité suédois (ONG suédoise – subventionnée par l'Agence suédoise de développement international – active en Afghanistan depuis une vingtaine d'années).

L'intervention de CARE en éducation

En 1994, CARE Afghanistan a entrepris un projet pilote d'écoles à domicile (PPED) pour les garçons et les filles de la province de Khost.

L'organisme voulait savoir si les écoles à domicile – où chaque village réhabilite une pièce chez les gens de la communauté – constituaient une mesure viable et culturellement appropriée pour donner une éducation aux filles jusqu'à la 2e année. Après deux ans, 1500 enfants – dont plus du tiers étaient des filles – s'étaient inscrits au projet d'écoles à domicile et le nombre d'écoles avait accusé une augmentation non prévue de 33 pour 100. La prolifération des écoles à domicile indique que, même dans un environnement hostile, les communautés ont pris les mesures qu'il fallait pour instruire leurs enfants. Ainsi, le fait de soutenir l'éducation a encouragé les communautés à créer, à renforcer et à multiplier les possibilités de fréquenter l'école.

L'expérience du PPED dans la province de Khost a démontré que les écoles à domicile constituaient un mécanisme favorisant un accès croissant à une éducation de qualité pour les garçons et les filles. Ce modèle a d'ailleurs été adopté par différentes agences de développement présentes en Afghanistan. En janvier 1998, encouragé par ces résultats, CARE Afghanistan a démarré le projet EPOC. Les activités de ce projet se sont étendues depuis aux provinces voisines de Paktia, de Paktika, de Ghazni, de Maidan, de Logar et de Kabul.

En six ans, le succès de ce programme d'éducation a dépassé toutes les attentes, comme l'indiquent le niveau de participation de la communauté et l'engagement et l'approbation tacite des talibans. En 1999, CARE Afghanistan a conclu un protocole avec le ministère de l'Éducation pour officialiser le programme.

Le projet EPOC aide à combler le manque qui existe en ce qui a trait à l'accès à l'école primaire, l'effondrement du système public d'éducation et les restrictions relatives à l'éducation des filles ayant contribué largement à cette situation. Le concept de base d'EPOC constitue une approche éducative à faible coût, durable et fondée sur la communauté, qui respecte les valeurs socioculturelles locales. Le projet s'avère donc tout à fait approprié à l'Afghanistan.

La stratégie exige un engagement profond de la part des communautés pour assurer le succès des écoles lorsque le projet EPOC prendra fin. Les communautés contribuent au projet en fournissant les enseignants, qu'elles rétribuent, ainsi que les locaux et en formant le comité d'éducation. De son côté, EPOC offre une formation complète aux enseignants et les supervise, mobilise la communauté pour qu'elle assume la responsabilité et la propriété des écoles, fournit le matériel pédagogique et scolaire, appuie la construction des écoles dans les communautés sans installations permanentes et soutient l'éducation des filles par l'intermédiaire de discussions amorcées auprès des autorités locales.

EPOC reçoit actuellement des fonds du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) par l'intermédiaire du gouvernement du Japon, de l'ACDI, de la Deutsche Bank, des États du Jersey, de la Commission européenne et de CARE international.

Résultats et facteurs de réussite

En décembre 2001, plus de 431 écoles de la 1re à la 6e année étaient opérationnelles. Plus de 25 243 élèves s'y sont inscrits, dont 45 pour 100 étaient des filles; cela constitue 7 pour 100 de plus que les objectifs prévus. L'ACDI et de petits dons privés ont fourni environ la moitié du financement de ces écoles. Les responsables du programme attribuent ce succès aux facteurs suivants :

- L'approche élaborée à partir des modèles traditionnels d'éducation a incité les talibans à permettre les activités des écoles EPOC, même si cela était contraire à leur politique.
- Les écoles, parce qu'elles appartenaient aux communautés, ont pu résister aux tentatives de fermeture par les talibans.
- En donnant la responsabilité aux communautés de choisir l'endroit où se donnerait l'enseignement et la personne qui allait enseigner aux garçons et aux filles, EPOC s'est assuré ainsi que les filles seraient éduquées suivant les traditions locales.

En mettant sur pied un modèle viable d'éducation, EPOC a suscité une demande d'éducation qualitative accrue à l'intérieur des zones cibles. À la fin de 2002, le projet aura fourni une éducation primaire et du matériel scolaire à plus de 30 400 enfants – la moitié étant des filles –, il aura appuyé 451 communautés dans l'établissement, l'organisation et la gestion de leurs écoles par l'intermédiaire des comités d'éducation des villages (CEV), il aura amélioré la qualité de l'enseignement par la formation d'au moins 714 enseignants et fourni les matériaux pour construire 30 classes.

Grâce à EPOC, les communautés savent désormais qu'elles ont les ressources nécessaires pour élaborer des options viables lorsque l'accès à l'école publique est inexistant et qu'elles n'ont pas besoin d'attendre les services des autorités afghanes. Étant donné les restrictions imposées à l'éducation des filles par le régime des talibans, le succès des écoles communautaires a été particulièrement remarquable. Les communautés ont aussi manifesté le désir de poursuivre le projet, et même de l'étendre. En réponse, CARE Afghanistan a pris l'engagement de continuer à appuyer la mise en place d'écoles primaires jusqu'en décembre 2004. Cet appui est essentiel, car il est improbable que le gouvernement afghan ait la capacité à court terme de répondre aux demandes des communautés en matière d'éducation. ■

Sources : CARE et ACDI

L'école en brousse, une réalité à vous couper le souffle

La Goutte d'eau...
pour que la vague déferle

Par Diane Pouliot

La création de l'organisme d'aide humanitaire La Goutte d'eau… pour que la vague déferle est le fruit d'un long mûrissement d'une femme de l'Outaouais en faveur des déshérités. « Quel beau nom! » lui dit-on souvent. Et elle répond : « La goutte d'eau exprime la part infime d'aide que nous pouvons apporter aux peuples les plus pauvres. C'est une goutte d'eau dans l'océan, si l'on considère l'immensité des besoins. »

La Goutte d'eau a été fondée à Gatineau en 2001, par Lucie Gravel. Dûment constitué en personne morale, cet organisme a reçu ses lettres patentes et s'est donné comme mission d'aider les peuples les plus pauvres de la planète, de sensibiliser le public canadien aux problèmes des pays en développement et de collecter des fonds pour réaliser des projets d'aide.

M^{me} Gravel a déjà enseigné dans un quartier pauvre de Montréal. En 1958, elle a commencé à recycler les vêtements des petites filles de sa classe au profit des autres qui en avaient le plus besoin. Sa mère, qui apaisait ses indignations face à la misère, lui avait fait comprendre les raisons profondes de la pauvreté et lui avait inculqué le respect des plus démunis.

Plus tard, à titre de coopérante de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en Afrique, Lucie Gravel est allée enseigner à l'École normale de Thiès, au Sénégal. Pendant ses deux années de travail

Village typique du Sahel

Soudés à leur enseignant, ces enfants sont avides d'apprendre.

dans ce pays, elle a multiplié les occasions de se familiariser avec l'Afrique et ses besoins.

« J'ai tenté de comprendre les différences culturelles, mais surtout, je me suis attachée aux Africains en toute fraternité. De retour au Canada, je n'ai jamais décroché du continent et de sa culture », avoue-t-elle.

Mais il aura fallu attendre l'heure de la retraite pour qu'elle s'envole à nouveau vers l'Afrique, à Madagascar cette fois. Là, au bras d'une amie canadienne établie à « Tana » depuis le début des années 1970, Lucie Gravel a renoué avec l'Afrique et constaté combien la situation s'était dégradée depuis la décolonisation.

Invitée par son amie à visiter le projet du père Pedro, un prêtre argentin qui a aménagé des maisons pour les plus démunis sur l'une des collines entourant Antananarivo, Lucie Gravel s'est retrouvée assise parmi 6000 Malgaches venus des quatre coins du pays pour assister à la messe, au cœur même du projet du père Pedro.

« À entendre chanter les plus pauvres, je me suis dit : "Ça, c'est de l'aide!" C'était émouvant et j'ai compris que, en plus d'y croire, il fallait agir. »

Au cœur du Sahel

Après son séjour à Madagascar, Lucie Gravel s'envole vers le Sahel. C'était l'hiver dernier. Là aussi, des amis l'avaient invitée à s'imprégner de leur culture afin de l'associer à des programmes d'aide. Mais on l'avait prévenue : avec un revenu annuel moyen de 250 $ par habitant, les pays du Sahel s'interrogent sur leur devenir collectif. L'avenir est sombre.

« Je ne croyais pas à cette évidence jusqu'à ce que je croise un nombre impressionnant d'enfants dans la rue pendant les heures de classe. Et le jour où j'ai visité les salles de pédiatrie d'un hôpital, j'ai été chavirée par tant de souffrances et si peu de moyens. Cette nuit-là, en rêve, je distribuais des livres de conte aux enfants pour alléger leur misère. La Goutte d'eau venait de naître, je décidais de faire ma part pour l'Afrique. Lorsqu'on m'a demandé quelle serait l'importance de l'aide que je pourrais offrir, j'ai répondu que je ne savais pas encore. Et j'ai ajouté que ce sera sans doute une goutte d'eau dans l'océan puisque les besoins sont énormes. Puis, je me suis arrêtée en disant : La Goutte d'eau. Voilà! ce sera le nom de mon organisme. Mais, on ne sait jamais, ça pourrait devenir grand. Et je me suis exclamée… pour que la vague déferle !"

Invitée à quelques reprises en brousse pour constater sur place la situation des écoles publiques, M^me^ Gravel a compris l'urgence des projets d'alphabétisation. « Conduite en véhicule tout-terrain sur des sentiers désertiques, j'ai pu pénétrer dans des classes rudimentaires où l'ardoise et la craie remplacent le papier et le crayon, dit-elle. Même si les enseignants sont parfois privés de livres ou de matériel pédagogique, l'assiduité des enfants est exemplaire. À l'ombre, sous des toits de branches enlacées, j'ai serré la main à des élèves souriants qui occupaient parfois à sept un banc prévu pour trois. Soudés à leur maître et malgré des conditions précaires, ils marquaient des pas vers l'alphabétisation. Dans d'autres écoles, les murs de briques artisanales laissaient pénétrer un soleil de plomb. »

Dans les pays de l'Afrique sahélienne, le taux de scolarisation du primaire s'élève à 37 pour 100 seulement des

L'ardoise est le seul cahier de l'élève; encore faut-il de la craie…

Les classes sont souvent surchargées; parfois, sept enfants doivent occuper un banc prévu pour trois.

enfants en âge de fréquenter une école, voire un enfant sur trois dans certaines régions. Ce faible taux de scolarisation a un lien direct avec le nombre insuffisant de salles de classe et de maîtres. Dans une commune, des gens ont dit à M^me^ Gravel qu'ils n'avaient pu obtenir le salaire d'un maître. « Avec des ratios qui frôlent parfois 70 élèves par classe, on peut s'attendre à des taux d'échec ou d'abandon très élevés avant la fin du primaire », confie l'ancienne enseignante. En outre, près de 40 pour 100 des maîtres au primaire n'ont pas reçu de formation préparatoire en psychopédagogie. Ils exercent souvent leur métier d'éducateur sans matériel pédagogique ou didactique, dans des locaux de fortune. Les livres et le papier leur font cruellement défaut. L'école est en péril.

Dix ans après la conférence mondiale *Éducation pour tous*, tenue en Thaïlande en 1990, moins de trois élèves sur quatre en Afrique subsaharienne parviennent en 5^e^ année du primaire, selon l'Unesco, et plusieurs abandonnent l'école dès la 1^re^ ou la 2^e^ année.

Outre les conditions difficiles d'apprentissage, d'autres causes expliquent le faible taux de scolarisation ou l'abandon des études. La première, c'est la pauvreté des parents, eux-mêmes analphabètes dans certains cas, qui ont besoin de leurs enfants pour les travaux aux champs et les tâches domestiques. La période des semences et celle des récoltes déterminent pour la famille l'importance du grenier pour toute l'année. De plus, les difficultés croissantes que vivent les familles renforcent l'idée déjà ancrée dans la tête des gens que « l'école ne sert à rien ». Par ailleurs, l'école en brousse est souvent difficile d'accès, sans compter la distance à parcourir en plein soleil, plusieurs kilomètres parfois. « On est bien loin du service d'autobus scolaire », d'ajouter Lucie Gravel. Si, de surcroît, les enfants souffrent déjà de malnutrition et vivent dans des conditions sanitaires précaires, l'école exerce encore moins d'attrait. Les installations scolaires ne sont généralement pas équipées pour nourrir les enfants sur place.

En ce qui a trait à la scolarisation des filles, on estime à moins de 30 pour 100 celles qui sont inscrites au primaire. Les organisations internationales font pression actuellement pour changer la situation et il faudra promouvoir de grands changements d'attitude au sein des populations – des mères en particulier – en faveur de l'éducation des filles. À ce sujet, l'ACDI accorde un important appui aux ministères de l'Éducation des pays du Sahel et aide au renforcement des capacités des partenaires de l'école. Le développement de l'éducation informelle continue de prendre de l'ampleur et reçoit des fonds importants d'aide canadienne.

La goutte d'eau aujourd'hui

Rentrée au pays, Lucie Gravel n'a pas tardé à mettre sur pied son projet d'aide en Afrique. Mais comment trouver du financement quand les subventions ne sont pas accessibles aux organismes débutants? « Hélas, quoi que l'on pense, l'argent ne tombe pas du ciel au Canada! » reconnaît-elle.

Les III^es^ Jeux de la Francophonie allaient donner à M^me^ Gravel une chance unique de s'engager. Elle a fait appel à la générosité des gens de son quartier, ce qui lui a permis d'offrir des dons aux participants des Jeux. Forte de cet appui et du plaisir

La construction de classes fait partie des urgences pour que l'on puisse accueillir ceux qui n'ont pas de place à l'école.

Il y a ceux qui espèrent jouir de meilleures conditions d'alphabétisation.

que les gens ont eu à recevoir, elle a continué jour après jour, avec l'aide d'une équipe de bénévoles, à recueillir des dons en nature pour finalement remplir un conteneur destiné à l'Afrique : ordinateurs, livres et articles scolaires, équipement médical, etc. Les vêtements ont été pliés, puis mis dans des malles pour faciliter la distribution en brousse.

« À la suite d'un article publié dans le journal local expliquant mon projet, les appels de citoyens de l'Outaouais ont fusé de partout. Les gens ont défilé chez moi à un rythme inattendu, apportant tantôt des bicyclettes, tantôt des vêtements et des lunettes, tantôt des livres. Tous avaient quelque chose pour les enfants d'Afrique », de dire Lucie Gravel. Des entreprises et même des organismes d'aide ont tenu « à apporter leur goutte d'eau » eux aussi en faisant des dons : des fauteuils et de l'équipement de dentiste, de l'équipement et du matériel de bureau, des lots importants de pièces de bicyclette, des vêtements et de la literie pour les hôpitaux. Un exploit extraordinaire!

« Les gens me disaient combien ils m'appuyaient, ils me félicitaient d'avoir réalisé ce qu'eux auraient aimé faire, ils pleuraient d'émotion parfois et, surtout, ils tenaient à tout prix à apporter leur goutte d'eau. "Que c'est beau!" disaient-ils. Certains m'ont donné des chèques pour payer l'expédition du conteneur, d'autres ont fourni des articles pour une vente de garage réalisée au profit de l'organisme. Le dimanche matin de la fête des Pères, nous avons organisé un brunch bénéfice pour rassembler les donateurs. Ils sont venus en grand nombre pour confirmer leur appartenance au projet. Plusieurs ont pris leur carte de membres. » Le conteneur de Lucie Gravel pour l'Afrique est devenu le projet des gens de l'Outaouais. Un mois après l'annonce, les donateurs lui téléphonaient encore pour faire partie de la grande famille dédiée à l'Afrique.

« Je suis très touchée par l'accueil du public. C'est là une autre preuve de la grande générosité des Canadiens. » ■

Local de fortune où l'on offre parfois des cours

Éduk

Alphabétisation
Éducation
Formations divers
Cours populaire
Organisation d'ateliers
Présentation de conférences

C. P. 1687 · 4537-50 ième Avenue
St-Paul, Alberta · T0A 3A0
Fax: (780) 645-4138
eduk@fastmail.ca
1 866 645-6604

ALPHA SOLEIL
ÉDITIONS ALPHA-SOLEIL
Nicole Grondines-Ducharme
5220, St-Ignatius
Montréal, Québec
H4V 2C2
Tél.: (514) 488-9025

FILLES DE LA SAGESSE

Congrégation de vie religieuse apostolique
fondée par
Saint Louis-Marie de Montfort et Sœur Marie-Louise Trichet

MAISON PROVINCIALE
434, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1K 0V3

Téléphone : (613) 789-5312
Télécopieur : (613) 789-1269

Courriel : provont@fdls.ca

Apprendre dans un pays en reconstruction

Par Marie-Renée Otis

Premiers contacts avec l'Afrique

Enfin nous survolons la République centrafricaine. Le vol hebdomadaire d'Air France en direction de Bangui, la capitale, nous amène dans ce petit pays de 3,7 millions d'habitants coincé au centre du continent africain, en plein cœur de l'Afrique noire, enclavé entre le Tchad au nord, le Zaïre au sud, le Congo à l'est et le Soudan à l'ouest.

De temps en temps, nous voyons des maisons de style colonial qui ont dû jadis être splendides, mais qui ne sont plus qu'un reflet affaibli de ce qu'elles étaient. Les édifices sont négligés et menacent de s'écrouler ou ils tombent en ruines. La ville semble complètement laissée à l'abandon. Dans les rues, aucun système de signalisation ni d'éclairage; les noms des rues sont rarement indiqués. Comment s'y retrouver? Je m'en remets au chauffeur.

Depuis le temps qu'on en parle, le *projet africain* se met enfin en œuvre! Nous sommes trois Québécois en mission de démarrage d'un projet de redynamisation du Centre national de formation et de production en métiers d'art, le CNFPA, connu davantage comme l'École des métiers d'art de Bangui.

Difficultés rencontrées

Avant les troubles politiques qui déstabilisent le pays depuis 1996, la réputation de l'école des métiers d'art dépassait les frontières du pays et, du Cameroun, du Congo et d'ailleurs, on faisait appel à ses enseignants et à ses artisans pour l'excellence de leur travail, l'originalité de leurs créations et leurs compétences professionnelles. Mais depuis les saccages qui se sont produits lors des troubles, la direction doit composer avec une école qui manque de matières premières et d'outils, où certaines sections n'ont même plus de finissants depuis deux ans – c'est le cas de la ferronnerie d'art, de la joaillerie, de la maroquinerie, de la reliure, de la vannerie, du dessin et de la peinture.

Actuellement, les enseignants engagés à l'École des métiers d'art sont tous des finissants de l'école. Sans apport extérieur, l'enseignement risque de se scléroser et, comme les enseignants ne peuvent pas exercer

École des métiers d'art de Bangui, en République centreafricaine

Gilbert Sangue, directeur de l'École des métiers d'art, en compagnie de la délégation canadienne

Case des pygmées

adéquatement leur métier d'art faute d'outils et de matériaux, ils perdent leurs habiletés. De plus, les enseignants, comme tous les employés de l'État d'ailleurs, ne sont pas rémunérés depuis deux ans parce que les coffres du gouvernement manquent de liquidités. Leur taux d'absentéisme est donc très élevé, puisqu'ils doivent exercer un travail d'appoint pour subvenir aux besoins de leur famille.

En outre, les années scolaires se déroulent de façon tellement décousue qu'elles ne peuvent être recon-nues comme telles dans un système scolaire crédible. Les taux d'alphabétisation sont par conséquent très bas. En 1998, seulement 32 pour 100 des femmes et 40,2 pour 100 des hommes étaient alphabétisés. La faible scolarité des gens se traduit par des lacunes dans les compétences scolaires et professionnelles qui entraînent chez eux une dévalorisation et une démotivation.

Retrouver le dynamisme d'autrefois

Comment, dans ce contexte, l'École des métiers d'art peut-elle retrouver le dynamisme et l'esprit d'initiative dont elle faisait preuve auparavant? C'est ce à quoi nous travaillerons avec elle durant trois ans. Par *nous*, j'entends le Cégep de Jonquière, le Centre d'études collégiales en Charlevoix et la Corporation des métiers d'art en Charlevoix. C'est *notre projet africain*. L'organisme bailleur de fonds est le Consortium international de développement en éducation (CIDE), lui-même relevant de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Pour effectuer cette dynamisation, nous prévoyons soutenir l'administration et les gestionnaires de l'école en leur offrant des séminaires de formation. Nous envisageons également d'appuyer les enseignants en leur proposant de nouvelles approches pédagogiques, en équipant les sections d'outils et de matériaux de base et en jumelant à l'école des artisans qui vont travailler avec eux selon une formule de compagnonnage – maîtres et apprentis travaillant côte à côte dans des créations communes ou individuelles. Les cinq artisans compagnons qui participent au projet, tous membres de la Corporation des métiers d'art en Charlevoix, sont habitués à travailler dans des conditions difficiles et sont sensibilisés aux traditions régionales en tant que source d'inspiration. Ce sont des artisans passés maîtres dans l'art de se débrouiller avec les moyens du bord et de récupérer les moindres parcelles de matériaux. Ces qualités serviront grandement en République centrafricaine!

Quel bonheur que les gens du pays s'expriment dans la même langue que nous, qu'il soit possible de communiquer avec eux en français! Les Centrafricains parlent aussi le sängö. Leurs yeux s'illuminent quand on leur dit : « Balao » (bonjour) et « Singuila » (merci).

Monde fascinant à découvrir

Ce voyage fut intense. Mon initiation au continent africain m'a permis de lever un peu le voile sur une partie du monde que j'ignorais complètement. Un monde fascinant, captivant, mystérieux et quelque peu impénétrable. À tour de rôle, d'ici septembre 2004, des gestionnaires, des pédagogues et des artisans iront demeurer à Bangui pour travailler avec les gens de l'École des métiers d'art. Quant à moi, j'ai hâte de revoir ceux que je considère déjà comme des amis, d'entreprendre des cours de sängö, de visiter les lieux sacrés du pays, de découvrir les danses traditionnelles et les chants populaires et de m'imprégner de la culture africaine sous toutes ses formes. ■

Marie-Renée Otis et Stéphane Gauthier consultant en formation professionnelle

Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises

Les femmes francophones en situation minoritaire au Canada et les technologies d'information et de communication

Recherche pilotée par la FNFCF en collaboration avec Industrie Canada, disponible au www.franco.ca/fnfcf.

Place de la Francophonie
302-450, rue Rideau, Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
Renseignements : 1-866-535-9422 ou (613) 241-3500

Équipe Alphabétisation Nouvelle-Écosse

Yolande Seeley, coordonatrice
Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse
C.P. 590, Ste-Anne-du-Ruisseau,
Nouvelle-Écosse B0W 2X0

Courriel : equipealphane@fane-argyle.ns.ca
Téléphone : (902) 648-2253 • Télécopieur : (902) 648-2341

La Fondation Paul Gérin-Lajoie

L'ABC DE L'ÉCOLE

Ministre de l'Éducation du Québec entre 1960 et 1966, puis président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) de 1970 à 1977... Paul Gérin-Lajoie.

Vous aurez deviné ce qui animait et anime toujours cet homme : l'éducation et l'aide internationale. De là à créer une fondation ayant pour mission de contribuer à l'éducation de base dans les pays les plus démunis, il n'y avait qu'un pas à franchir. Et il a franchi ce pas voilà 25 ans. La Fondation Paul Gérin-Lajoie est maintenant reconnue, peut-être même plus à l'échelle internationale qu'ici...

Par Jean Frenette

Président-fondateur de la fondation portant son nom, M. Paul Gérin-Lajoie est toujours le bénévole le plus assidu. Après avoir réformé le système d'éducation québécois en profondeur durant la « Révolution tranquille » et fait passer le budget annuel de l'ACDI de 350 millions à plus de un milliard de dollars, M. Gérin-Lajoie s'attaque maintenant, avec la fondation qui porte son nom, à l'objectif que se sont donné les Nations Unies pour les années 2000 : l'école pour tous.

Sous-développés, sous-scolarisés, sous-payés... On manque de sous!

Depuis quelques années, on entend souvent dire au Canada, et particulièrement au Québec, que le système d'éducation est sous-financé. Si l'argent manque ici, imaginez ce qui se passe dans les pays en développement...

Chargé de projet outre-mer de la Fondation Paul Gérin-Lajoie, M. Hugues Lavoie nous brosse le tableau des écoles dans les pays plus démunis : « L'État n'a plus les moyens de subvenir entièrement aux besoins de ses populations en matière d'éducation. Il paie les enseignants et ne peut généralement pas en faire davantage. Héritées pour la plupart d'un passé colonial, les écoles sont souvent inadaptées aux besoins réels des communautés qu'elles desservent. Les classes, lorsqu'elles sont en bon état, sont trop peu nombreuses pour satisfaire à la demande. Les enfants s'entassent en grand nombre dans les classes. Les cours sont généralement donnés de façon magistrale, sans livre et sans matériel pédagogique. »

La scène est facile à imaginer. Faites d'abord entrer 90 enfants dans une classe et installez-vous avec eux. Si vous vous retrouvez à l'arrière de la classe, vous n'entendez évidemment rien. Et il est fort possible que vous ne voyiez pas ce que l'enseignant écrit au tableau, si tableau il y a… De plus, vous n'avez pas de livre! N'auriez-vous pas l'impression, comme eux, de perdre votre temps? « Seuls les plus brillants peuvent réussir dans de telles conditions », affirme M. Lavoie. Les échecs aux examens sont inévitables et les jeunes se découragent.

La liste des problèmes est longue, mais la Fondation Paul Gérin-Lajoie regarde plutôt du côté des solutions. Trois mots reviennent dans le discours : décentralisation, participation et responsabilisation.

Près des gens

Avant même d'amener les enfants à l'école, il faut y ramener les parents. Ces derniers doivent participer. Puisque l'État n'a pas les moyens financiers de faire plus, les parents doivent prendre en charge l'école. « La communauté se préoccupe des besoins de l'école et, en contrepartie, l'école rejaillit sur sa communauté », dit M. Lavoie.

Dans les faits, la Fondation Paul Gérin-Lajoie crée des comités de gestion d'école formés du directeur, de représentants des enseignants, de représentants de la communauté (parents ou autres) et de représentants des élèves. Leur rôle est d'abord de déterminer les besoins prioritaires de l'école.

Les besoins, souvent multiples, mais pas nécessairement coûteux, se traduisent par la réparation du matériel, l'entretien des lieux, entre autres. La communauté est alors appelée à apporter des solutions concrètes à ces besoins. Ainsi, si un parent d'élève exerce le métier de menuisier, on peut lui demander d'effectuer les réparations nécessaires, ou encore on peut demander aux gens de se cotiser pour acheter un balai et un seau en vue de maintenir la propreté des classes et de la cour de récréation. Ces gestes coûtent peu et ils permettent à la communauté de s'approprier un peu plus l'école.

Pour la Fondation, la stratégie consiste à faire prendre conscience à la communauté de ses propres besoins en matière d'éducation de base. « La Fondation est là en renfort. Nous apportons un soutien technique et même financier, mais la contribution du milieu est obligatoire. Ce peut être de l'argent, du temps, de la main-d'œuvre ou des matériaux », explique M. Lavoie.

En même temps, la Fondation forme les directeurs à la gestion et à la planification scolaire. « Notre rôle est d'améliorer l'environnement scolaire et la gestion, souligne M. Lavoie. Il faut généralement compter entre quatre et cinq ans pour obtenir des résultats. Le monde de l'éducation, c'est du moyen et du long terme. Dans notre démarche d'accompagnement, il faut assurer un suivi pour garder la motivation des gens du milieu. » D'autant plus que, pour bien des parents, il n'est pas nécessaire de s'instruire, puisque eux-mêmes ont réussi à se débrouiller tout en étant analphabètes.

Parents à l'école

En travaillant dans les écoles de pays en développement, la Fondation a vite fait un constat : il fallait diminuer le taux de décrochage scolaire et de redoublement. « Une des principales raisons du décrochage dans certains pays est que les parents ne perçoivent pas l'importance de l'école. Ils ne croient pas que l'école puisse apporter quelque chose à leur enfant », constate M. Lavoie. Eux-mêmes analphabètes, les parents ne jugent pas particulièrement utile de savoir lire et écrire. De plus, ils ont souvent besoin des enfants dans l'immédiat, pour travailler aux champs ou à la maison.

Il faut donc sensibiliser les parents à l'importance de l'école. Comment? L'une des stratégies consiste à les amener eux aussi sur les bancs de l'école, dans des groupes d'alphabétisation. La Fondation poursuit un double objectif avec l'alphabétisation

des adultes. Bien sûr, alphabétiser les gens est en soi déjà suffisant, mais il y a plus : « Une fois alphabétisés, les adultes ont une plus grande influence dans leur communauté et, souvent, ils s'investissent davantage dans, par exemple, le comité d'école… », raconte M. Lavoie.

Un parent alphabétisé a une plus grande conscience de l'importance de l'éducation et laisse son enfant fréquenter l'école plus longtemps, et ce, encore plus si c'est la mère qui est alphabétisée. « Le taux de scolarisation des familles augmente quand la mère sait lire et écrire, affirme M. Lavoie. La Fondation s'oblige donc à avoir au moins 70 pour 100 de femmes dans ses classes d'alphabétisation. »

Les femmes sont les principales agentes de développement; ce sont elles qui s'occupent des enfants et qui les envoient à l'école. Dans les pays en développement, toutefois, le taux d'alphabétisation est beaucoup plus bas chez les femmes que chez les hommes.

Pour pouvoir travailler à l'éducation de base des enfants, la Fondation doit donc travailler aussi à l'alphabétisation des mères. Et ce sont des pairs qui alphabétisent : une voisine, une amie ou une connaissance des gens du village désignée par la communauté et formée par la Fondation à cet effet. Cette alphabétisation se fait dans la langue nationale, comme le créole en Haïti. Par contre, la scolarisation des jeunes se fait en français, langue de l'administration.

Un peu plus loin

Dans la deuxième phase de l'alphabétisation, les personnes qui le désirent participent à des classes de renforcement et de révision pour ne pas retomber dans l'analphabétisme. À cette étape, elles mettent en place un petit projet d'ordre économique.

« La Fondation fournit un fonds de démarrage d'environ 200 $ par classe de 30 à 40 personnes. On profite de l'occasion pour leur faire acquérir de nouvelles habiletés et connaissances en gestion. Elles tiennent les livres comptables simples, avec les entrées et les sorties, écrivent les procès-verbaux… C'est de l'apprentissage fonctionnel », soutient M. Lavoie.

Parfois, ces petites entreprises survivent à la classe d'alphabétisation si les participantes désirent poursuivre leur route ensemble; des coopératives naissent souvent de cette expérience. D'autres femmes préfèrent s'établir à leur compte. Quoi qu'il en soit, le cycle du développement s'est enclenché : plus de jeunes réussissent à étudier, les parents sont alphabétisés et de petites entreprises voient le jour. En prime, l'école rend à la communauté ce que cette dernière a investi en elle, par exemple en donnant accès à une bibliothèque mieux garnie à la population maintenant plus alphabétisée. ■

Prix de l'UNESCO

pour la Fondation Paul Gérin-Lajoie

L'UNESCO a décerné son prix d'alphabétisation Roi Sejong à la Fondation PGL pour le programme Alfatibonit/Alfa-Desalin, dirigé par M^me^ Marie-Michelle Fournier, en Haïti. Depuis 1998, ce programme a permis d'alphabétiser plus de 5 000 personnes. Aujourd'hui, dans le contexte de ce programme, 6 000 autres personnes fréquentent 166 centres d'alphabétisation et l'on a formé environ 800 éducateurs et ouvert 10 dispensaires communautaires. La directrice du programme, Marie-Michelle Fournier, est à la tête d'une équipe de 44 personnes, dont tous les membres sont des Haïtiens. Elle met en application, dans la vallée de l'Artibonite, au nord de Port-au-Prince, une méthode participative qu'elle a imaginée et mise au point au Gabon et au Sénégal. *La Presse* a souligné le travail immense de M^me^ Fournier en la nommant la Personnalité de la semaine (30 septembre 2001).

25 ans
de développement

1977
Naissance de la Fondation
La Fondation octroie des bourses à quelques jeunes Africains en stage d'études au Canada.

1987
Implantation en Afrique
La Fondation commence une première intervention à Saint-Louis, au Sénégal, pour soutenir deux écoles primaires et un groupement de femmes de pêcheurs. Cet appui s'étend à 12 écoles, puis à 22, ensuite à 84, pour atteindre plus de 270 écoles en 2000. Implantée au Mali, en 1995, la Fondation aide dès le début un ensemble de 12 écoles pour atteindre plus de 45 écoles en 2000.

1989
Enracinement dans la population canadienne
La Fondation met en place un programme de parrainage d'écoliers africains par des Canadiens.

1991
Enracinement dans les écoles du Canada
Chaque année, la Fondation organise *La Dictée P.G.L.* dans les écoles primaires du Canada, du Sénégal et du Mali. En 2000-2001, plus de 410 000 élèves y ont participé, y compris des jeunes des États-Unis et d'Haïti.

1997
Nouvel essor pour la Fondation
La Fondation s'engage sur un nouveau continent, l'Amérique, et choisit d'intervenir en Haïti, notamment auprès de 40 écoles de la région de l'Artibonite.

2001
Implantation au Niger
La Fondation répond à l'invitation du président de la République du Niger : dix écoles sont au cœur de cette nouvelle collaboration canado-africaine.

La radio et l'abc de l'alphabétisme

Par Serge Quinty

Peu importe le dossier – développement économique, promotion de la culture et de la langue, alphabétisation –, les radios communautaires francophones et acadiennes constituent des outils de communication et de sensibilisation très puissants. Ces radios, ce sont les communautés elles-mêmes qui les ont voulues, qui les ont créées. Des stations comme CIFA, en Nouvelle-Écosse, ou Envol 91, à Winnipeg, sont donc au centre de la vie quotidienne de leur communauté; elles y ont des racines profondes et elles participent au développement social, économique et culturel de la communauté.

Il va donc de soi que les radios communautaires jouent un rôle actif dans le dossier de l'alphabétisme. Ce rôle se révèle encore plus important lorsqu'on constate à quel point l'alphabétisme préoccupe les communautés francophones et acadiennes. La plupart des personnes se situant aux niveaux d'alphabétisme 1, 2 et 3 privilégieront la radio et la télévision comme sources principales d'information. En fait, pour les gens au niveau d'alphabétisme 1, la radio est presque la seule source d'information.

Dans ce contexte, il est évident que la radio communautaire représente un outil efficace et même incontournable dans les efforts de sensibilisation à l'alphabétisme.

À l'échelon local, bon nombre de radios, comme CIFA Radio Clare, en Nouvelle-Écosse, ou CKRO Radio Péninsule, au Nouveau-Brunswick, ont depuis longtemps établi des partenariats avec des centres d'alphabétisation qui œuvrent dans leur communauté ou dans leur province. Cependant, il s'avérait intéressant de mettre à contribution la force de frappe que représente l'ensemble des dix-huit radios communautaires francophones et acadiennes actuellement en ondes.

Depuis l'an 2000, ces radios sont regroupées au sein du RFA – Le Réseau francophone d'Amérique, service de l'Alliance des radios communautaires du Canada (ARC du Canada). Ce réseau est à la fois une marque de commerce réunissant sous une même bannière les radios communautaires francophones et acadiennes du Canada et un outil de communication doté de studios à la fine pointe de la technologie, situés à Ottawa. Par l'entremise de ces studios, le RFA offre à ses radios membres, par satellite, une programmation et des bulletins d'information nationale à leur image, reflétant leurs préoccupations, leurs besoins et leurs aspirations. La devise du réseau, « RFA : la nouvelle voix », montre bien l'intention du RFA de donner aux communautés francophones et acadiennes une voix pancanadienne.

C'est donc avec la force de tout un réseau que le RFA a mené un projet d'envergure nationale visant à sensibiliser les communautés francophones et acadiennes à l'alphabétisme.

Avec l'aide de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), le RFA a réalisé une série de chroniques et d'émissions, en marge de la Journée

internationale de l'alphabétisation. Le RFA aspirait à créer un événement à la radio dans chaque communauté, auquel participeraient, entre autres, les apprenants, les responsables du milieu de l'alphabétisation, les parents et les enfants.

Ce projet a permis aux radios de consacrer trois semaines entières à la question de l'alphabétisation à l'échelon local, dans leur communauté. Le projet a aussi donné l'occasion de constater à quel point les préoccupations reliées à l'alphabétisation varient selon les régions. Dans certaines communautés, notamment dans les régions de l'Atlantique et en Ontario, l'alphabétisation de base est la préoccupation principale; dans d'autres communautés, comme dans l'Ouest canadien, c'est la refrancisation qui semble la priorité.

Ce projet a surtout permis au RFA et à ses stations membres de constater l'importance du rôle de la radio communautaire dans la sensibilisation de la population à l'alphabétisation en français.

Radio communautaire et développement international

On l'appelle radio communautaire, radio libre, radio paysanne, radio de proximité. En Afrique, en Asie, en Amérique latine comme en Europe et au Canada, la radio faite par et pour la communauté connaît une popularité qui ne se dément pas. Dans des régions du monde où les taux d'analphabétisme sont plutôt élevés, la radio locale devient le moyen par excellence de communiquer des informations non seulement sur l'actualité, mais également sur la santé, la nutrition, l'agriculture et sur bien d'autres sujets.

Dans des pays comme le Mali et le Sénégal, où la tradition orale occupe une place importante dans la vie culturelle, on trouve des radios communautaires dans la plupart des régions rurales. On dit souvent que la première chose qu'un paysan malien ou sénégalais s'achète dès qu'il a un peu d'argent, c'est une radio portative…

Chez nous, les radios communautaires francophones et acadiennes contribuent elles aussi au développement international en sensibilisant leurs auditoires au travail qui se fait dans ce domaine en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine. Grâce à l'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'Alliance des radios communautaires du Canada (ARC du Canada) a réalisé, durant cinq ans, une série de reportages, *Perspectives développement*. Cette série portait sur différents sujets touchant au développement, notamment l'éducation des femmes, la protection des enfants, le rôle des radios communautaires dans le développement et dans la promotion de la démocratie. Les reportages ont toujours montré comment des gens d'ici – des Acadiens, des Québécois, des Franco-Ontariens, des francophones de l'Ouest – travaillent avec les communautés locales des pays en développement en vue de léguer un monde meilleur à nos enfants.

En somme, la radio communautaire, c'est penser localement et agir globalement… ■

Des commentaires d'auditeurs

« Ça me fait faire le tour du monde. Et ça me fait connaître ce qui se passe ailleurs. »

«Les émissions nous ouvrent à tous les pays et nous donnent le goût d'aider les autres qui n'ont pas la chance comme nous d'être instruits. »

Auditeurs de Radio Clare, Nouvelle-Écosse

« C'est très bien de pouvoir partager les réalités différentes. »

Auditeur de Radio Chéticamp, Nouveau-Brunswick

« Bonne émission, que j'ai écoutée attentivement. J'ai bien aimé l'animateur qui a le don de bien expliquer les différentes composantes du problème. »

Auditeur de Radio Péninsule, Nouveau-Brunswick

« Ces émissions sont très importantes, cela nous tient au courant du développement des réalités de l'éducation, de l'implication de notre pays et nous fait prendre conscience du peu de connaissances que les gens ont. »

Auditeur de Radio Huronie, Ontario

« Ces émissions m'ont beaucoup intéressée. Je suis consciente qu'il y a énormément de travail à faire pour améliorer la condition des femmes (filles) dans le monde. Celles-ci sont vulnérables, car beaucoup de pays sont gérés uniquement par des hommes. »

Auditrice de Radio Fredericton, Nouveau-Brunswick

« J'ai beaucoup aimé les interventions des résidants des autres pays avec les accents et les expressions différentes. »

Auditeur de Radio Iqaluit

Apprendre à lire à la bibliothèque municipale[1] : Et pourquoi pas!

Par Diane Mittermeyer
Professeure agrégée
Graduate School of Library and Information Studies
Université McGill

La bibliothèque municipale a-t-elle un rôle à jouer dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture? Certains répondront sans aucune hésitation : « Mais bien sûr! » D'autres, par contre, en douteront et souligneront que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture se fait à l'école.

Partenaire de la bibliothèque scolaire, la bibliothèque municipale joue déjà un rôle important auprès des enfants. Mais ce rôle consiste davantage à leur faire découvrir les plaisirs et les joies de la lecture qu'à leur apprendre à lire ou à écrire. Nombreux sont les échanges entre la bibliothécaire du Service aux enfants de la bibliothèque municipale et l'école; la bibliothécaire visite les classes des écoles de son quartier et les enseignants incluent une visite à la bibliothèque municipale dans leurs activités.

Et qu'en est-il des adultes? La question à se poser avant tout est celle-ci : l'école ou encore le centre communautaire sont-ils les meilleurs endroits d'alphabétisation pour un apprenant adulte? À mon avis, peut-être pas. Je pense, entre autre, à Louis, 42 ans, qui a décroché avant la fin du secondaire et pour qui l'école représente une étape difficile. J'ai aussi en tête Josée, 25 ans, qui à l'âge de 15 ans a décidé d'en finir avec l'école, les profs et tout le bazar. Aujourd'hui encore, il ne faut surtout pas lui parler de retourner à l'école. Tout comme Louis, elle voudrait bien réapprendre à lire, à écrire et à compter, mais l'idée de se retrouver dans une école « avec les jeunes », comme elle dit, la rebute : « Ça, pas question! » Quant au centre communautaire ou autre endroit consacré à l'apprentissage de la lecture, Josée et Louis répugnent à y aller : « Aussi bien porter une affiche dans le dos disant : "Je ne sais pas lire!" Je ne tiens pas beaucoup à ce que tout le monde me voie entrer là-dedans. »

Et la bibliothèque municipale, alors! Bien que leur perception à son endroit soit tout autre, ils ont des préjugés : cet endroit n'est pas pour moi; je n'y ai jamais mis les pieds; il faut savoir lire pour aller à la bibliothèque. Mais Louis et Josée avouent que l'idée d'être vus entrant dans la bibliothèque municipale leur est plutôt réconfortante. Josée aimerait même y emmener son fils de deux ans, convaincue d'y trouver des livres d'images pour l'amuser…

Ces faits ne font qu'illustrer la perte d'une clientèle d'apprenants potentiels pour qui la première barrière à franchir est l'institution à fréquenter. Peut-on dire que les portes de la bibliothèque municipale sont grandes ouvertes à ceux et celles qui ont su vaincre la peur du banc d'école grâce à leur désir d'apprendre à lire et à écrire?

À mon avis, pas tout à fait, car certains problèmes persistent. S'il existe très

[1] Dans le contexte québécois, le terme « bibliothèque municipale » désigne la bibliothèque publique, puisque celle-ci relève directement de l'administration municipale. Dans l'organigramme des services de la ville, la bibliothèque se retrouve très souvent sous la responsabilité du Service de la culture.

souvent un partenariat informel entre la bibliothécaire du Service aux enfants de la bibliothèque municipale et l'école, il n'en est pas de même en ce qui concerne les apprenants adultes. Tant les apprenants que les bibliothécaires ou les intervenants en alphabétisation ne semblent pas percevoir comme nécessaire, ni même utile, le rôle de la bibliothèque municipale dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Si, pour diverses raisons, les apprenants se sentent mal à l'aise à l'idée de se rendre à la bibliothèque municipale, trop souvent le non-partenariat entre les bibliothécaires de la bibliothèque municipale et les intervenants en alphabétisation leur donne raison. Nombreux sont les bibliothécaires qui ne pensent qu'en fonction des « lecteurs » et pour qui le but premier de la bibliothèque est d'offrir à cette clientèle un choix diversifié de lectures allant du prix littéraire à l'accès Internet. Pour leur part, les intervenants en alphabétisation offriront aux apprenants adultes une ou deux étagères de livres leur permettant de poursuivre une pratique de la lecture adaptée à leurs besoins.

Mais que se passerait-il si les uns et les autres acceptaient de modifier légèrement leur approche et d'abolir leurs domaines exclusifs en reconnaissant pleinement le droit de tous, citoyennes et citoyens, enfants et adultes, à un accès libre et sans contrainte à l'apprentissage et à la pratique de la lecture et de l'écriture?

Dans chaque communauté, la bibliothèque municipale est la seule institution mandatée, à l'échelle mondiale, pour remplir ce rôle. Il suffit de jeter un coup d'œil au *Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique* (1994). Sous le titre « Les missions de la bibliothèque publique », au point 12, l'énoncé est clair et non équivoque : « Soutenir les activités et programmes d'alphabétisation destinés à tous les groupes d'âge, y participer, et, au besoin, prendre des initiatives dans ce domaine. » (http://adbdp.asso.fr/outils/droit/manifeste.htm).

De plus, en Amérique du Nord, dès le milieu du XIX^{e} siècle, le tout premier rôle confié à la bibliothèque « publique » n'était-il pas celui d'offrir aux citoyennes et citoyens la possibilité de poursuivre leur éducation, étant donné la démocratisation récente de l'éducation, qui se limitait à cette époque au niveau primaire? En ce temps-là, il s'agissait bel et bien d'offrir, entre autres, la possibilité de poursuivre la pratique de la lecture et de l'écriture et d'en découvrir les joies et les plaisirs. Si ce principe fondamental se retrouve au cœur des activités du Service aux enfants dans nos bibliothèques municipales, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les apprenants adultes?

Pour ce faire, il faudrait nécessairement procéder par étapes. Pour ce qui est de Louis et de Josée, j'ai bien peur qu'ils n'aient pas la chance de visiter régulièrement leur bibliothèque municipale pour apprendre à lire et à écrire. Mais pour tous ceux et celles qui courageusement sont entrés de plain-pied dans l'apprentissage de la lecture, il suffirait de bien peu pour faire de leur bibliothèque municipale un endroit convivial, où ils se sentiraient les bienvenus et où l'on répondrait à leurs besoins en lecture.

En fait, le modèle existe déjà. Nul besoin de structures administratives lourdes et paralysantes : au point de départ, quelques visites suffisent. Une bibliothécaire visite l'apprenant adulte dans son milieu d'apprentissage (à l'école ou au centre communautaire), et l'on insère au programme d'apprentissage de la lecture et de l'écriture une visite à la bibliothèque municipale pour l'apprenant, accompagné de son tuteur, pour qu'il explore une collection de livres répondant à son niveau de lecture. Mais pour ce faire il faudrait d'abord éliminer les barrières, puisque ce scénario présuppose une certaine complicité entre la bibliothécaire et le tuteur. Dans le respect de l'expertise de chacun, les deux acceptent de mettre en commun cette expertise. Alors que le tuteur possède sans équivoque l'expertise de l'enseignement et une bonne connaissance des outils d'apprentissage, la bibliothécaire, pour sa part, a toujours su développer des collections diversifiées qui répondent aux attentes des lecteurs. Il est vrai que la mise en place d'un tel partenariat ne requiert pas de cérémonie officielle ni de ruban rouge à couper devant une imposante collection de livres.

À vrai dire, les seules personnes gagnantes dans un tel partenariat seraient les apprenants adultes. Sans fanfare ni trompette, mais peu à peu, un livre ou une visite à la fois, cette institution de la culture et du haut savoir se situerait dans le prolongement de l'école. Un endroit où l'on se sent les bienvenus et où apprendre à lire et savoir lire s'entremêlent tant sur les rayons de la bibliothèque que dans les fauteuils ou autour des tables de travail. Désormais, il ne s'agit plus d'aller à l'école, mais bien d'aller à la bibliothèque municipale. Et puisque la bibliothèque est accessible le jour, le soir, la fin de semaine, pourquoi ne pas y passer quelques moments en famille. Comme me le confiait Andréanne : « Vous savez, il n'y a pas que des livres difficiles à lire à la bibliothèque. J'ai trouvé tout un choix de livres du niveau trois – c'est là où j'en suis en ce moment. Et puis, il y a les revues, les vidéos et la musique sur CD. Et puis vous savez quoi! On peut les emprunter et c'est gratuit. »

Alors, peut-on apprendre à lire à la bibliothèque municipale? Si à l'heure actuelle il semble illusoire d'envisager de petites salles où apprenants et tuteurs pourraient se rencontrer et travailler à leur abc, peut-être que demain la bibliothèque ouvrira toutes grandes ses portes à ceux et celles qui, après avoir rencontré la bibliothécaire dans leur milieu d'apprentissage, oseront donner suite à son invitation. ■

Message d'un citoyen, ancien faible lecteur

Ça va bien, aujourd'hui? Vous avez lu votre journal ce matin. Vous avez un bon roman à lire ce soir. Vous savez à quoi vous en tenir concernant votre budget. Vous n'avez aucun problème à lire la signalisation routière. Tout ça, parce que vous avez eu la chance d'apprendre à lire.

Pourtant, plusieurs Canadiens et Canadiennes n'ont pas eu cette chance. Ces activités que bon nombre d'entre nous font naturellement sont pour eux « MISSION IMPOSSIBLE ». Il est de votre devoir, en tant que citoyen alphabétisé, d'aider les gens de votre entourage qui manifestent ce problème en les orientant vers les services offerts.

Sans votre aide, il nous est impossible de leur venir en aide. Qui sont-ils? Où sont-ils? Ils ne peuvent même pas lire la publicité concernant les services qui leur sont offerts. S'il vous plaît, aidez-nous à faire de notre pays une force compétitive dans ce monde industrialisé.

PARTAGE TON SAVOIR…
deviens bénévole à collège frontière

Nous sommes plus de 3 000
étudiantes et étudiants alphabétiseurs
à travers le Canada

- à donner de notre temps et à partager nos connaissances avec…
  des jeunes, des adultes, des enfants; d'ici et d'ailleurs; aux réalités souvent difficiles;
- en faisant des activités variées…
  tutorat individuel, aide aux devoirs, animation de cercles de lecture, sensibilisation, etc.;
- à créer de nouveaux liens…
  et à vivre une expérience inoubliable.

Alors, joins-toi à nous!
On a besoin de toi!

Pour obtenir des renseignements
ou joindre nos bureaux régionaux

1.866.528.1001 • www.collegefrontiere.ca

L'alphabétisation

Bien plus que des statistiques

Par Marie-Ève Thérien

Gaston Betty

Omer Caissie

Amède Brideau

Berthe Lajoie

Il est facile de se perdre dans les statistiques lorsqu'on parle d'analphabétisme, d'abord parce que le terme n'a pas la même signification partout, ensuite parce qu'on peut se demander si le terme convient toujours à la réalité canadienne. Selon Jean-Pierre Corbeil, analyste-chercheur à Statistique Canada, « il faut s'entendre sur ce que veut dire le terme "analphabétisme" avant de classer qui que ce soit dans des catégories. Avant le milieu des années 1980, le terme faisait référence à celles et à ceux qui n'avaient terminé que leur cinquième année. » M. Corbeil explique toutefois que cela ne veut pas dire que ces gens ne savaient ni lire ni écrire. « C'est l'une des raisons pour lesquelles l'usage du terme "littéracie" a commencé à faire son bout de chemin. Il n'y a pas de norme pour définir la littéracie, mais c'est un terme qui convient mieux à la réalité canadienne. Très peu de gens ne savent ni lire ni écrire au Canada; ils arrivent à reconnaître des noms de rues, des numéros d'autobus, bref des codes qui leur permettent de fonctionner au quotidien. »

Afin de répondre aux besoins grandissants du marché du travail, les Canadiennes et Canadiens doivent, entre autres, s'adapter aux nouvelles technologies. Il ne suffit plus aux travailleurs de seulement savoir lire et écrire pour obtenir des postes bien payés; ils doivent être polyvalents et capables de mettre les choses en perspective. Pour y arriver, des femmes et des hommes fréquentent tous les jours des centres d'alphabétisation. Voici quelques-unes de leurs histoires.

Gaston Betty habite une ferme à Verner, en Ontario. Depuis trois ans, il gère la production bio-organique de la culture du sarrasin. Quatre cultivateurs dans sa région font ce travail et les affaires vont bien. Ils produisent annuellement 100 tonnes de sarrasin, dont la moitié est vendue en Europe. Voilà une nouvelle vie pleine de grands défis pour M. Betty. Avant, il était producteur laitier et ne savait ni lire ni écrire. Malade, il a fini par laisser ce travail et a dû prendre un repos de près de huit ans. « Ç'à été un coup dur de vendre la ferme, dit-il. J'avais fait ça toute ma vie. »

C'est lors de son arrêt forcé que M. Betty a décidé de s'engager dans l'alphabétisation. « J'ai appris à lire en même temps que deux de mes enfants. Ça n'a pas été facile de faire les premiers pas. Quand j'ai appelé au centre d'alphabétisation, j'ai essayé de faire comprendre à la personne qui était à l'autre bout du fil que j'avais besoin d'aide sans lui dire que je ne savais pas lire », confie-t-il. Le centre lui a ouvert des portes et ses nouvelles habiletés lui ont permis d'aborder les problèmes de manière différente. « On trouve toujours une porte de sortie quand on sait lire. Ça élargit les horizons. »

M. Betty a le sourire facile depuis dix ans. « Je ne suis plus la même personne. J'aime les défis, j'ai la piqûre de l'ordinateur et je connais l'importance de faire les choses par étapes. » Depuis quelque temps, il donne des présentations dans les écoles de l'Ontario pour expliquer aux jeunes l'importance de poursuivre leurs études. « Je leur dis que le fait de connaître des mots, et surtout de savoir les écrire, leur permettra de se défendre toute leur vie. Je leur dis que les mots sont des outils pour améliorer leur sort. »

Omer Caissie, qui habite Welland, en Ontario, connaît aussi la valeur des mots. Natif du Nouveau-Brunswick, il s'est beaucoup promené dans sa vie d'un emploi saisonnier à l'autre. Aujourd'hui, il a quitté les emplois précaires et voyage pour partager son expertise professionnelle avec d'autres.

M. Caissie travaille pour une importante compagnie de recouvrement de toitures où il a la chance de négocier

de gros contrats. « L'alphabétisation m'a donné une grande confiance en moi. Ça m'a aussi permis d'acquérir des outils pour améliorer mon travail et la façon de m'exprimer. Quand mes patrons ont constaté mes progrès, ils se sont mis à me faire plus confiance. Aujourd'hui, mes patrons peuvent m'appeler tôt le matin et me dire qu'ils ont besoin de moi à tel endroit et que je dois m'y rendre ce matin-là pour régler la situation. » M. Caissie explique que l'alphabétisation a changé sa vie. « Auparavant, je me sentais inférieur aux autres parce que j'avais l'impression de ne pas avoir réussi mon éducation. Je suis beaucoup plus sûr de mes moyens maintenant. »

M. Caissie a d'ailleurs eu la chance de partager son expérience avec des apprenants et des experts en alphabétisation de partout au pays, voire du monde entier. « J'ai d'abord commencé par prendre part aux activités de mon centre d'alphabétisation et de ma région. Après cette première expérience, on m'a demandé de partager mes opinions à titre d'apprenant lors de rencontres à l'échelle provinciale, nationale et internationale. C'est tout un cheminement. »

Amède Brideau de Pont-Lafrance, dans la péninsule acadienne, est lui aussi un exemple de réussite. M. Brideau a hésité longtemps avant de prendre l'initiative de se rendre au centre d'alphabétisation : « Je me demandais ce que les autres allaient penser. » Tout comme Omer Caissie et Gaston Betty, il a quitté les bancs de l'école avant la fin de ses études secondaires. Après des années passées à la maison à ne rien faire, il a décidé de prendre son envol. « Je rêvais de lire devant un public. Je trouve ça beau, la lecture. » M. Brideau affirme que l'apprentissage de la lecture s'est fait rapidement, mais que l'écriture lui demande beaucoup plus d'efforts. « Au moins, maintenant, je peux écrire des cartes de fête », dit-il.

M. Brideau a aussi réalisé son rêve de lire devant un public. Il le fait régulièrement à l'église et au bingo. « La lecture me permet de participer aux activités de ma communauté. Je ne faisais pas ça avant. »

Cet homme du Nouveau-Brunswick, comme ses pairs de l'Ontario, confie qu'il a gagné beaucoup de liberté et de dignité en apprenant à lire et à écrire.

À ces acquis, Berthe Lajoie du Manitoba ajoute la fierté. M^me^ Lajoie soutient qu'elle peut accomplir aujourd'hui des choses qui auraient été impensables il y a une dizaine d'années. « Il y a quelques mois, j'ai animé un atelier d'alphabétisation devant un groupe de personnes. Cela a très bien été. J'étais très fière de moi. Même si j'étais pas mal nerveuse, je crois bien que je répéterais l'expérience », dit-elle en riant.

Même si certains changements qu'apporte l'alphabétisation ne sont pas visibles, d'autres le sont. M^me^ Lajoie constate qu'elle utilise un meilleur vocabulaire depuis quelques années. « Je parle mieux. J'ai appris à m'exprimer. » Elle explique l'importance de soigner son langage. « Je parle français à mes petits-enfants parce que je veux qu'ils puissent s'exprimer dans la langue de leur grand-mère. »

Berthe Lajoie, comme tant d'autres apprenants adultes, a appris à lire pour améliorer son avenir à elle, mais aussi celui de ses enfants et de ses petits-enfants. Elle souhaite de tout cœur qu'ils aient compris la raison de tous ses efforts. « De nos jours, on n'a pas le choix d'être éduqué pour faire une belle vie. La base, c'est l'alphabétisation. »

Amède Brideau est du même avis que Berthe Lajoie. Il affirme que « tout le monde a le droit d'apprendre à lire et à écrire. C'est bon pour un pays que ses citoyens soient alphabétisés. Ça fait moins de statistiques. »

Enfin, même si les statistiques illustrent la situation précaire dans laquelle se trouvent les Canadiens français en matière d'alphabétisation, les chiffres ne peuvent pas toujours donner l'heure juste, puisque que la volonté d'apprendre ne se calcule pas. Gaston Betty, Omer Caissie, Amède Brideau et Berthe Lajoie sont de beaux exemples de réussite. ■

Par Jeannette Fortin, inf. Ph.D. (c), Chantal Viens, inf. Ph.D., Margot Kaszap, Ph.D., et Djavid Ajar, Ph.D.[1]

Les perceptions des personnes âgées peu alphabétisées naviguant dans le système de santé

Le groupe de recherche multidisciplinaire Alpha-Santé (chercheurs de la faculté des sciences infirmières et de la faculté de l'éducation de l'Université Laval ainsi que de la faculté des sciences infirmières et de la faculté de l'éducation de l'Université de Montréal) a réalisé une recherche exploratoire portant sur les « besoins d'éducation à la santé chez une clientèle âgée peu alphabétisée atteinte de maladies cardiovasculaires ».

Cette recherche[2] visait trois objectifs, soit :

1. clarifier l'état de santé actuel, tel que perçu par les personnes âgées peu alphabétisées;

2. décrire le système de santé selon leur perception;

3. identifier et décrire les besoins d'éducation à la santé chez cette clientèle atteinte de maladies cardiovasculaires.

Alphabétisme et santé : un monde à découvrir

Les maladies cardiovasculaires (MCV) atteignent des proportions épidémiques et constituent la première cause de mortalité sur la planète (Silver, 1999). Première cause d'hospitalisation au Canada, elles entraînent des dépenses de plus de 8,3 milliards de dollars par année (Fondation des maladies du cœur du Canada, 1999). Les maladies cardiovasculaires sont à l'origine de 20 pour 100 des années potentielles de vie perdues et constituent la seconde cause d'incapacité chez les personnes âgées vivant à domicile. Bien que d'importants progrès aient été réalisés au chapitre de la sensibilisation du grand public, il faut reconnaître que la promotion de la santé cardiovasculaire auprès des personnes âgées peu alphabétisées en est à ses premiers balbutiements.

Plusieurs études montrent que l'analphabétisme est associé à des taux de maladies, d'accidents et de mortalité plus élevés que la normale et à une santé plus précaire (Fisher, 1999). Cependant, on étudie encore peu le lien entre la population peu alphabétisée et le système de santé (nombre de consultations, hospitalisations répétées, coûts, etc.).

La difficulté à communiquer avec les patients peu alphabétisés

Les personnes peu alphabétisées éprouvent des difficultés à lire, à écrire ou à comprendre un exposé simple et bref de faits en rapport avec leur vie quotidienne. En santé, l'alphabétisme apparaît spécifique en raison de la complexité des traitements et des informations que transmettent les professionnels de la santé. En effet, l'analphabétisme a une incidence sur les soins puisque, comprenant moins bien les soins à se prodiguer, les patients se soigneront de façon inadéquate, ce qui, par voie de conséquence, entraînera des effets sur leur santé qui se traduiront notamment par une détérioration de leur état, l'allongement de la période de guérison et des récidives. Il semble aussi que les personnes peu alphabétisées communiquent moins avec les professionnels (vocabulaire moins étendu, hésitation à questionner ou à résumer leurs

propos). L'éducation à la santé constituant une façon de prévenir la maladie, d'améliorer et de maintenir l'état de santé, l'analphabétisme apparaît comme un facteur susceptible de réduire l'efficacité de l'enseignement offert tout en élargissant le fossé culturel entre les professionnels de la santé et les patients, faisant ainsi échec au traitement. Or les services de santé, en constante mutation, exigent de nos jours que les patients et leur milieu assument une plus grande responsabilité en matière de santé. Dans ce contexte, les citoyens ont de plus en plus besoin de comprendre et de gérer l'information relative à leur état de santé d'une part, et les établissements doivent leur communiquer cette information d'autre part.

Méthode du projet de recherche exploratoire et multisite

L'équipe de recherche Alpha-Santé s'est penchée sur ce sujet en élaborant un projet de recherche multisite. L'étude, menée à Québec et à Montréal, a demandé la collaboration d'une cinquantaine de personnes âgées peu alphabétisées atteintes d'une maladie cardiovasculaire. Les personnes participantes ont été sélectionnées à partir d'une analyse de leurs caractéristiques personnelles (échantillon intentionnel non probabiliste) et, pour les besoins de l'étude, les chercheurs ont établi que les personnes déclarant neuf années de scolarité ou moins seraient considérées comme peu alphabétisées. Des professionnels de la santé travaillant en CLSC (urbain, rural), dans des agglomérations d'habitations à loyer modique (HLM), dans un centre de jour ou dans un centre communautaire ont été en mesure d'effectuer une présélection. Ces milieux ont été choisis en raison de leur clientèle âgée peu alphabétisée. La collecte des données s'est déroulée de janvier à juin 1999. Les personnes âgées peu alphabétisées choisies ont été invitées à participer à des entretiens focalisés (*focus group*). À Québec, quatre entretiens ont eu lieu en milieu urbain et un en milieu rural. À Montréal, les cinq entretiens se sont déroulés en milieu urbain. Un guide d'entrevue semi-structuré a permis d'aborder la perception qu'ont les personnes âgées peu alphabétisées de leur état de santé, du système de santé et de leurs besoins en matière d'éducation à la santé.

L'analyse des propos a fait l'objet d'un accord inter-juges à plus de 80 pour 100 entre les trois chercheurs-analystes dans chaque catégorie conceptuelle et chaque description d'un aspect de l'événement vécu.

Résultats : leur perception de leur état de santé

D'entrée de jeu, soulignons que la majorité des personnes âgées peu alphabétisées qui ont participé à l'étude avaient de la difficulté à utiliser les termes médicaux ou à s'en souvenir et se justifiaient en invoquant des problèmes de mémoire. Quant à leur compréhension de la maladie, plusieurs indices laissent croire qu'elle était limitée. Elles diront : « ...mon problème, je ne m'en souviens plus, j'ai de la difficulté parfois avec ma mémoire. Crampes d'estomac, on transpire. C'est le cœur... comment on dit ça? » (M[me] Normand), ou encore : « ...j'ai fait quelque chose aux intestins, pis on m'a passé un examen. Y m'a dit... vous avez des p'tites boules de chair. Ça ne me disait pas grand chose. » (M[me] Dubé) Elles ont dressé leur bilan de santé en fonction de leurs symptômes.

Il semble aussi que les personnes peu alphabétisées communiquent moins avec les professionnels (vocabulaire moins étendu, hésitation à questionner ou à résumer leurs propos).

Certaines ont questionné leurs pairs ou les modératrices pour associer leurs symptômes à une maladie. Elles diront : « ...Je n'ai aucune maladie, mais peut-être temporairement ma tension monte et je crois que c'est pas trop élevé 160. » (M. Tang), ou encore : « ...pour ma glande thyroïde... c'est en allant voir le médecin... je ne le savais pas. Qu'est-ce qui aurait pu faire que j'aurais des signes? » (M[me] Trudel) Quelques-unes ont dit qu'elles ont réagi de façon singulière aux événements reliés à leur état. Elles avaient eu des réactions émotives comme la peur, la colère ou la panique. Elles diront : « ... le cholestérol, le médecin y m'a dit... c'est la pression qui est haute... j'ai eu peur parce que la pression, c'est très mauvais... » (M[me] Lafleur), ou encore : « ...quand y m'a dit ça, j'étais paniquée. Je croyais que j'allais mourir. » (M[me] Latulippe)

Clarification de l'état de santé : assiduité au traitement

En ce qui concerne l'assiduité au traitement, les personnes âgées peu alphabétisées ont dit qu'elles ont beaucoup de difficulté à comprendre et à respecter les prescriptions médicales et paramédicales, avouant ainsi leur manque d'assiduité au traitement. Elles diront : « Je n'ai pas obéi à la lettre au docteur alors ç'a causé ma maladie. » (M. Tang) Elles sont préoccupées par le coût des médicaments et doutent de leurs effets à long terme. Elles semblent avoir de la difficulté à faire le lien entre leurs problèmes de santé et les traitements prescrits; de ce fait, elles remettent la gestion de leurs symptômes aux professionnels de la santé. On a pu dégager de leurs propos des facteurs favorables à l'assiduité aux soins comme l'importance d'un lien entre le soin et une activité de la vie quotidienne, le respect de leur rythme, le soulagement de la douleur, la disposition culturelle à obéir à l'autorité et la peur d'une conséquence irrémédiable. Parmi les facteurs qui ne favorisent pas l'assiduité aux soins, notons les habitudes de vie, les croyances, les coûts, les aspects culturels, la douleur, le manque de connaissances et le manque de réalisme. Elles diront : « ...J'ai peur des médicaments. Je les ai pris comme ci, comme ça. » (M[me] Day), ou encore : « ...J'ai pas mal de pilules à prendre, mais je les diminue. À force de prendre des pilules, ça fait plus d'effets. » (M[me] Émond)

---

[1] Madame Sylvie Vandal, inf. Ph.D., a participé à la recherche, mais n'a pas collaboré à la rédaction de cet article.
[2] Cet article provient du rapport de recherche de M. Kaszap, C. Viens, J. Fortin, D. Ajar, É. Ollivier et S. Vandal, « Besoins d'éducation à la santé chez une clientèle âgée atteinte de maladies cardiovasculaires : étude exploratoire », 1999.

En ce qui a trait au système de santé, les personnes participantes ont dit qu'elles éprouvaient de l'appréhension à l'idée de recevoir des soins à l'urgence. Elles ont admis qu'elles attendaient trop longtemps avant de consulter. Elles ressentent aussi beaucoup de craintes associées aux attentes du système. Elles ont peur de ne pas être à la hauteur face à la gestion de leur santé. Elles diront : « …quand on va à l'urgence, faut absolument être accompagné d'une personne qui peut se débrouiller avec ça. » (M^me^ Doré) Elles se sentent vulnérables, peu écoutées, peu confiantes. Elles diront : « …on dirait que je suis niaiseuse; j'suis pas niaiseuse, mais je suis gênée de lui demander. Pis un coup qu'y est parti, j'me dis, mon dieu, j'ai oublié ça… Je reste avec mes questions. » (M^me^ Léveillée) Enfin, elles observent que, lorsqu'un membre de leur famille les accompagne, la communication s'adresse à ce dernier et elles se sentent alors peu considérées. Elles diront : « …J'ai fait une petite crise de cœur pis ma fille m'a montée à l'hôpital. Le docteur parlait toujours à ma fille. J'y ai dit : coudon, c'est pas son corps, c'est le mien. Y me trouve vieille? Trop niaiseuse pour s'adresser à moi? » (M^me^ Emond) Les personnes participantes trouvent difficile de questionner les professionnels parce que ces derniers sont portés à trop rassurer et à ne pas fournir suffisamment d'explications personnalisées. Elles ont dénoncé la « rassurance[3] », le fait de se faire rassurer par des expressions telles que « Tout va bien! », « Inquiétez-vous pas! » et « Vous savez, on peut pas refaire du neuf avec du vieux! » Bien que les professionnels se veuillent rassurants, ces expressions produisent un effet contraire; elles suscitent de l'inquiétude, de la colère, un sentiment d'injustice et n'apportent aucun réconfort. Elles diront : « …Je me demande pourquoi je suis malade si tout est beau? » (M^me^ Lachance) Les personnes participantes reconnaissent, toutefois, que la surcharge de travail semble le lot de la majorité des professionnels de la santé.

Les citoyens ont de plus en plus besoin de comprendre et de gérer l'information relative à leur état de santé d'une part, et les établissements doivent leur communiquer cette information d'autre part.

Résultats : leurs besoins d'éducation à la santé

L'éducation à la santé vise des comportements favorisant l'amélioration de la santé et son maintien. Dans cette étude, les personnes participantes ont revendiqué le droit à l'information et à la prise de décision en matière de santé. Elles ont aussi exprimé leur désir d'apprendre en dépit de leurs problèmes de vision, d'audition, etc., et de recevoir du soutien de la part des professionnels de la santé afin de mieux gérer leur santé. Elles diront : « …Je pense que, lorsqu'on reçoit une prescription, c'est important qu'on sache pourquoi… pour chaque pilule, si c'est pour le sang, pour le cœur. » (M^me^ Gilbert), ou encore : « …C'est notre personne, on a le droit de savoir, que ce soit bon ou mauvais. » (M^me^ Gilbert) D'autres ne désirent pas connaître l'abc de leur maladie, puisque le fait d'en savoir plus engendre un stress supplémentaire. Cette information constitue parfois un savoir lourd à porter.

Les méthodes, les outils éducatifs, l'importance de la communication

Des explications personnalisées et des outils d'enseignement variés sont des conditions gagnantes liées à l'apprentissage. Les personnes participantes ont dit qu'elles appréciaient le fait d'avoir la possibilité de refaire, sous la surveillance d'un professionnel, le traitement qu'elles devront exécuter chez elles, de participer à des groupes d'entraide et d'avoir l'occasion d'exprimer les émotions que provoque chez elles la maladie. Elles diront : « …y me l'ont montré une fois, pis après ça y me l'ont fait faire… je l'ai fait comme si c'était vrai… Pis là, la garde elle l'a fait avec moi. Le lendemain matin, a m'a dit vous faites comme si vous étiez chez vous. On m'a regardé faire… j'ai fait une erreur ben p'tite… a me dit vous êtes correct. Vous pouvez le faire chez vous. » (M. Lemieux)

Elles ont constaté l'importance de la communication écrite. Le matériel éducatif, parfois trop général, écrit en caractères trop petits, leur apporte peu de soutien et les termes scientifiques ne sont ni toujours compris, ni gardés en mémoire. Elles diront : « …y a beaucoup de choses, y en a beaucoup qui veulent rien dire. C'est pas précis… ça nous rejoint en général, mais pas assez loin… si je me vois pas dans ce qui est écrit… pas de peut-être ben… » (M^me^ Trudel) Elles ont précisé qu'elles apprécient le matériel écrit simplement, abondamment illustré et surtout en lien avec leur réalité quotidienne.

Les recommandations des personnes âgées peu alphabétisées : à la recherche d'un ange gardien

Les personnes participantes ont mentionné l'importance de toujours espérer guérir ou voir leur état s'améliorer. Pour elles, peu importe l'âge, chaque personne a le droit d'être considérée. Elles diront : « …C'est notre personne, c'est nous, on a le droit de savoir, que ce soit bon ou mauvais. » (M^me^ Gilbert) Si elles ont vécu jusqu'à cet âge-là, c'est grâce aux efforts qu'elles ont faits; elles réclament donc du soulagement, de l'attention, de l'affection et de la considération.

L'ange gardien

Un bon professionnel de la santé, c'est un ange gardien qui veille sur elles, c'est une personne qui prend le temps de faire de l'écoute active et qui donne de l'espoir sans banaliser les symptômes. Les personnes âgées peu alphabétisées apprécient la confiance mutuelle, le contact de personne à personne et les professionnels doués de compassion. Cette représentation cadre peu avec le contexte actuel des soins où les compressions budgétaires laissent peu de temps aux professionnels pour établir une « alliance thérapeutique ».

[3] Néologisme

Les limites de la recherche

Bien que cette recherche ait apporté une masse critique de données sur la situation des personnes âgées peu alphabétisées vivant un problème cardiovasculaire, elle comporte certaines limites. Soulignons que les personnes peu alphabétisées se méfient en général des recherches et hésitent à y participer. Dans cette étude, elles devaient se porter volontaires auprès de l'intervenante communautaire (réseau social). Il est possible que le profil des personnes participantes ait été substantiellement différent de celui des personnes de la collectivité (effet de sélection), ce qui limite la généralisation des résultats. Quant au niveau de scolarité (critère d'inclusion), il faut préciser que, n'étant pas garante du maintien des habiletés cognitives, la scolarité n'est pas nécessairement un bon indicateur du niveau d'alphabétisme. Enfin, bien que soucieux du respect de l'opinion des personnes participantes et des verbatims recueillis, les chercheurs ont pu involontairement interprété leurs expériences.

Les implications de la recherche : reconnaître la problématique et faire place à l'adaptation

Cette recherche a mené à la conclusion que les professionnels de la santé doivent, entre autres, porter attention aux perceptions qu'ont les personnes âgées de leurs problèmes de santé, de leur vision des professionnels de la santé et de leurs responsabilités dans la prise en charge du traitement. De plus, les professionnels de la santé ont tout avantage à mieux connaître le niveau d'alphabétisme des personnes âgées qui font appel à leurs services. Ne pas reconnaître cette problématique ou la nier ne peut qu'amplifier le fossé qui sépare les attentes et les perceptions de chacun. En conclusion, cette étude, portant sur les besoins en matière d'éducation à la santé des personnes âgées peu alphabétisées atteintes de maladies cardiaques, rend compte de la nécessité de réaliser des recherches sur l'alphabétisme en santé en vue de mieux adapter les interventions des professionnels dans tous les méandres des soins et des services de santé. ■

Ce projet de recherche a reçu l'appui financier des organismes suivants :

Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA)

Compagnie pharmaceutique Merck-Frosst

Ordre des médecins de famille du Québec (OMFQ)

Références

E. Fisher (1999). « Low Literacy Levels in Adults: Implications for Patient Education », *The Journal of Continuing Education in Nursing*, vol. 30 (2), p. 56-61.

Fondation des maladies du cœur du Canada (1999). *Le Nouveau Visage des maladies cardiovasculaires et des accidents vasculaires cérébraux au Canada 2000*. Canada.

G.S. Silver (1999). « Déclaration officielle. Déclaration de Singapour », *Les Actualités du cœur*, bulletin du Forum québécois des intervenants en santé cardiovasculaire, hiver, p. 12-13.

Devenez ami(e) de l'alphabétisation

***Devenez ami(e) de l'alphabétisation et recevez chez vous le bulletin trimestriel de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF),* A à Z.**

Envoyez vos coordonnées à la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), au 235, chemin Montréal, pièce 205, Ottawa (Ontario) K1L 6C7.

Nom _____

Adresse _____

Province _____ Code postal _____

Téléphone ( ) _____ Courriel _____

Vous souhaitez recevoir des exemplaires supplémentaires de la revue *À lire*?
Faites-en la demande à la FCAF. Téléphone : **(613) 749-5333**, sans frais : **1 888 906-5666**.

Vos commentaires à propos du présent numéro de la revue *À lire* :

_____

_____

Pour des communications plus claires

Par Patricia Brennan

Chaque jour, les citoyens sont inondés d'information tant écrite que visuelle. Il peut s'agir de la communication de changements dans la loi qui affectent les prestataires d'une pension d'invalidité ou encore de renseignements sur les droits de la personne. Et tout le monde doit pouvoir comprendre l'information qui leur est adressée. Pourtant, des études menées par Communication Canada ont déjà démontré que les personnes peu alphabétisées éprouvaient de la difficulté à comprendre les messages du gouvernement canadien.

Pour la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), la communication repose sur la compréhension. La FCAF s'est engagée à poursuivre, au cours de la prochaine année, la recherche amorcée par Communication Canada. Grâce à la contribution financière de cet organisme, elle entreprend un vaste projet, « Pour des communications plus claires », qui place les faibles lecteurs au cœur même des communications gouvernementales et privées.

Communication Canada a abordé cette question en septembre 2000 avec la publication du rapport *Enjeux et défis de communication des Canadiens et des Canadiennes peu alphabétisés*. La FCAF a collaboré à cette étude. L'une des principales conclusions du rapport révèle que « le gouvernement du Canada devra déployer des efforts supplémentaires afin d'adapter ses communications aux besoins particuliers de cet important groupe de citoyens, pour qu'ils puissent bénéficier pleinement des services qui leur sont offerts[1] ».

Les faibles lecteurs représentent un public cible important. En effet, les statistiques sur l'alphabétisme montrent que seulement 20 pour 100 des Canadiens peuvent lire des textes complexes. Diane Pouliot, directrice des communications à la FCAF, affirme ce qui suit : « Les faibles lecteurs ont souvent du mal à saisir la portée de l'information de type administratif, et ce, même quand l'information est parlée. Pour la première fois, on les consulte. On cherche à savoir ce qu'ils pensent de l'information qu'ils reçoivent. »

Cette consultation des faibles lecteurs, anglophones et francophones, fait actuellement l'objet d'une étude qualitative; c'est la première étape du projet de la FCAF. À la deuxième étape, la FCAF consultera des communicateurs gouvernementaux et privés pour vérifier avec eux s'il est possible de trouver de nouvelles façons de communiquer. La consultation prendra la forme d'un colloque dans chaque province. À la troisième étape, la FCAF organisera un forum pancanadien où les communicateurs feront le point sur les pistes d'action relevées dans chaque province. Enfin, à la quatrième et dernière étape, la FCAF diffusera les résultats de l'étude menée auprès des faibles lecteurs et fera connaître le rapport des consultations provinciales et fédérales. « D'ici septembre 2003, nous souhaitons pouvoir partager de nouvelles façons de communiquer. Nos connaissances relatives aux faibles lecteurs ajoutées à l'étude qualitative amorcée laissent entrevoir des façons d'informer tout à fait différentes. À l'avenir, il faudra peut-être penser à des messages qui vont droit au but, et ce, aussi bien pour l'écrit que pour l'audiovisuel », ajoute M^{me} Pouliot.

Justin Kingsley, chef des relations médias à Communication Canada, mentionne que « ce projet, par la tenue de colloques régionaux et d'un forum national, contribuera en fait à sensibiliser davantage les communicateurs aux enjeux et aux défis posés ». Les résultats de la recherche et des actions issues des colloques permettront d'établir les axes de communication pour que, d'ici 2004, la population canadienne ait accès à des messages plus clairs. Diane Pouliot renchérit : « Nous avons de grandes ambitions, mais c'est important de remettre en question la pratique. Tout le monde a le droit d'être informé. » ■

[1] Communication Canada, *Enjeux et défis de communication des Canadiens et des Canadiennes peu alphabétisés*, 2000.

Roch Carrier : la lecture, *yes Sir!*

Par Éric Maltais

Pendant que Montréal inaugure la Grande Bibliothèque du Québec, des écoles ferment la leur la moitié du temps. Et si Internet est entré dans la majorité des foyers, même chez les moins nantis, il n'en reste pas moins que l'usage qu'en font les utilisateurs laisse perplexe et il semble se profiler une nouvelle forme d'analphabétisme, une incapacité à discerner les informations diffusées sur le Web.

C'est Roch Carrier, auteur de nombreux romans et de la biographie de Maurice Richard et maintenant administrateur général de la Bibliothèque nationale du Canada, qui lance un cri d'alarme. L'homme de lettres s'inquiète de l'usage qu'on fait des nouvelles technologies et du peu d'intérêt que démontrent les adultes pour la lecture. Sa peur frise l'indignation. Et curieusement, si l'information circule à vitesse grand V, la culture, elle, semble en perte de vitesse, selon lui.

Rock Carrier

FCAF Lors de vos tournées à travers le Canada, vous dites avoir remarqué des lacunes sur le plan de l'alphabétisation. Qu'avez-vous observé exactement?

R.C. J'ai visité plusieurs régions et partout on constate que de jeunes Canadiens n'ont pas accès aux mêmes privilèges (enseignement et culture) que d'autres. Ce n'est pas une question de richesse ni de confort économique; c'est très souvent, je pense, un manque d'intérêt pour l'avenir des enfants, soit de la part des groupes communautaires ou de celle des membres de la famille. On ne pense pas au monde autour d'eux qui mise sur l'information, les connaissances, un monde où ceux qui n'ont pas accès à la lecture ne pourront pas se développer. On en fera des citoyens limités.

FCAF Que dites-vous aux jeunes que vous rencontrez?

R.C. Je leur lis des textes. J'insiste sur le fait que la lecture est importante. Je fais beaucoup d'humour. J'explique que, comme des lutteurs s'entraînant pour faire grossir leurs biceps, il faut lire pour ne pas avoir le cerveau gros comme un pois vert (*rire*). Un jour, un jeune m'a dit : « Un livre, c'est une machine qui nous amène là où nos pieds ne peuvent aller. » Et c'est tout à fait cela.

FCAF Quel rôle la Bibliothèque nationale peut-elle jouer pour combattre l'analphabétisme?

R.C. Un des mandats de la Bibliothèque nationale est de donner accès à « l'héritage imprimé » du Canada. Mais cet accès n'est possible que si l'on enseigne comment y avoir accès. Cela passe par la lecture et une éducation à la recherche. Mais comment voulez-vous que la Bibliothèque nationale donne cette éducation à la recherche quand, par exemple, il y a seulement un bibliothécaire pour 25 000 enfants? Comment initier les enfants à la recherche quand la bibliothèque scolaire est fermée plus de la moitié du temps? Ce n'est pas généralisé, heureusement. Il y a des endroits où les gens ont le courage d'assumer les coûts. Mais la situation est préoccupante.

FCAF Vous avez déjà enseigné. Quel constat faites-vous au sujet de l'enseignement de la langue?

R.C. Ce n'est pas mon rôle de blâmer ou de critiquer le système scolaire. Mais dans bien des écoles on ne soutient pas suffisamment les enseignants dans leur pédagogie. D'autre part, très souvent, il y a cette conviction qu'avec le développement des technologies électroniques toute l'information est gratuite, sans coût. Mais il y a un coût. Il y a d'abord le coût économique. Ensuite, l'information disponible n'est pas nécessairement valide. Si on n'entraîne pas l'enfant à aller chercher la bonne information, à être sélectif, à choisir, à discerner, on ne lui rend pas service. Et cela peut entraîner un coût social.

FCAF Vous provenez d'un milieu modeste. Comment en êtes-vous venu à avoir le goût de la lecture et de l'écriture?

R.C. Il n'y avait pas de bibliothèque dans mon village (Sainte-Justine, en Beauce) à mon époque. On vient tout juste d'en inaugurer une – elle porte d'ailleurs le nom de Bibliothèque Roch-Carrier. C'était avant la télévision. Il n'y avait qu'un hebdomadaire à l'intérieur duquel on pouvait lire des bandes dessinées. Mais, un jour, alors que j'avais neuf ou dix ans, mon

père a acheté une collection qui s'appelait *L'Encyclopédie de la jeunesse* en treize volumes avec en prime une série de sept livres intitulée *Pays et Nations* contenant des pages illustrées en couleurs. Ce fut le début de mon goût pour la lecture; j'ai dès lors visité le monde.

FCAF Vous avez donc, durant les premières années de votre vie, souffert de cette absence de culture dont vous parliez?

R.C. Absolument! Je sais comment un livre peut transformer une vie. Quand on regarde la vie de gens qui ont accompli des choses, la plupart du temps il y a un livre qui les a marqués. Le livre, c'est la clé. Parfois, un professeur nous ouvre la fenêtre; parfois, c'est un livre. J'assistais dernièrement à la remise des prix du Gouverneur général. Un des poètes nous a montré un recueil de poèmes et a dit : « Je m'excuse, mais j'ai volé ce livre-là. » Mais c'est grâce à cet ouvrage qu'il est devenu poète. Aujourd'hui, il est l'un des meilleurs poètes anglophones au Canada.

FCAF Vous avez, dans vos romans, des héros analphabètes. De qui vous êtes-vous inspiré pour mettre ces personnages en vie?

R.C. Des personnages comme Philibert (*Il est par là, le soleil*), il y en avait beaucoup à mon époque. Ils se débrouillaient comme ils le pouvaient, avec une intelligence brute, mais sans culture. Tout comme dans les classes : la plupart des jeunes ont du feu dans les yeux, le goût d'apprendre; les parents sont là. Et il y en a d'autres qui se demandent où ils sont, ce qu'ils font là. Alors, c'est triste de constater qu'il y a tant de possibilités qui ne fleuriront pas. Ces enfants, repliés sur eux-mêmes, sans ouverture sur le monde, ont peu de chances pour l'avenir, comme Philibert. Tout passe d'abord par la famille.

Quand le père de Roch Carrier est arrivé avec la collection *Pays et Nations* à la maison, il devait être loin de penser que ces livres allaient faire naître chez son fils l'amour de la lecture au point qu'il en fasse une carrière. À Sainte-Justine, aujourd'hui, les parents peuvent à leur tour inculquer le goût de la lecture à leurs enfants, et ce, gratuitement! Lorsqu'ils iront à la bibliothèque municipale, peut-être trouveront-ils la série *Pays et Nations* qui a mené l'un des grands auteurs francophones bien plus loin que là où ses pieds pouvaient aller. ■

L'alphabétisation, un pas vers un avenir meilleur.

Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario
235, chemin Montréal, pièce 201, Vanier (Ontario) K1L 6C7
Téléphone : (613) 842-5369 Sans frais : 1-877-464-0504
Télécopieur : (613) 842-5371 Courriel : coalition@coalition.on.ca
Site Web : www.coalition.on.ca

Le Programme d'alphabétisation et de formation de base est financé par le gouvernement de l'Ontario.

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français remercie sincèrement...

La Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB)
147 B, rue Court
Grand-Sault (Nouveau-Brunswick) E3Z 2R1
Téléphone : (506) 473-4404
Sans frais 1 866 473-4404
Télécopieur : (506) 473-6398
Courriel : **fanb@nbnet.nb.ca**

La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard
48, chemin Mill, C.P. 159
Wellington (Île-du-Prince-Édouard) C0B 2E0
Téléphone : (902) 854-7276
Télécopieur : (902) 854-3011
Courriel : **bernice@teleco.org**

Le Congrès du travail du Canada (CTC) fait la promotion de l'alphabétisation axée sur les travailleurs et les travailleuses. Il vise à créer les conditions propices à l'épanouissement individuel et collectif de ses membres en tant que citoyennes et citoyens conscientisés, informés et actifs.

Dans le cadre de sa série *Apprendre dans la solidarité*, le CTC publie le bulletin *Apprendre ensemble : Solidarité à l'œuvre*, d'autres outils d'alphabétisation et du matériel sur le langage clair.

La série Apprendre dans la solidarité

1) APPRENDRE POUR LA VIE
Guide syndical d'alphabétisation pour les travailleurs et les travailleuses, 109 pages.
8 $ l'unité; 6 $ pour cinq ou plus

2) COMMENT NÉGOCIER LA FORMATION DE BASE
pour les travailleurs et les travailleuses, 75 pages.
8 $ l'unité; 6 $ pour cinq ou plus

3) ÉCRIRE POUR AGIR
Guide syndical de communications claires et simples, 94 pages.
16 $ l'unité; 14 $ pour cinq ou plus

4) ÉCRIRE POUR AGIR
Grille de lisibilité pour une langue claire et simple
3 $ l'unité; 2,50 $ pour cinq ou plus

5) SEMER POUR L'AVENIR
Guide d'élaboration de matériel d'alphabétisation axé sur les travailleurs et les travailleuses, 110 pages. *14 $ l'unité; 12 $ pour cinq ou plus*

Renseignements et commandes : (613) 521-3400 ou alpha@clc-ctc.ca ou www.clc-ctc.ca.

Le CTC remercie le Secrétariat national à l'alphabétisation, Développement des ressources humaines Canada, de l'aide financière accordée au Projet d'alphabétisation.

Congrès du travail du Canada
Canadian Labour Congress

Alphabétisation, symbole de liberté

efficiente, digne de confiance, **novatrice,** *attentionnée,* **audacieuse**

SES ACTIVITÉS ÉTANT étroitement liées à l'écriture, Postes Canada comprend la valeur de l'alphabétisation. Des milliers de Canadiens et de Canadiennes se vouent à l'amélioration des niveaux d'alphabétisation des quelque trois millions de personnes qui éprouvent de la difficulté à lire et à écrire.

Grâce à ses programmes tels que les Prix de l'alphabétisation de Postes Canada et le légendaire Programme de lettres au père-Noël, Postes Canada poursuit sa contribution à la cause de l'alphabétisation.

www.postescanada.ca

POSTES CANADA
CANADA POST

De partout... jusqu'à vous